

□ UNIVERSITÉ DE LYON
UNIVERSITÉ LYON 2
Sciences Po Lyon □ □

Les Massacres de masse perpétrés par les Khmers Rouges entre 1975 et 1979 et LEUR couverture médiatique en France.

Morel Alix

Quatrième année

Histoire politique des dix-neuvième et vingtième siècles.

Sous la direction de Gilles Vergnon □

Table des matières

Remerciements . .	5
Introduction . .	6
CHAPITRE 1. Début 1975 : Les prémices des crimes de masse ou le paroxysme des contradictions entre les médias français. . .	10
Section 1. La prise de Phnom Penh et son évacuation. . .	10
Partie 1. Aux premières heures de la « libération » : l'accueil fait aux khmers rouges par les Phnom Penhois. . .	10
Partie 2. De l'évacuation totale de la ville à la justification de ce choix. . .	13
Section 2. L'épisode de l'ambassade de France, le 20 avril 1975. . .	16
Partie 1. Le refuge des ressortissants français, des journalistes et de quelques cambodgiens. . .	16
Partie 2. Des camions pour acheminer les ressortissants vers la Thaïlande. . .	19
Section 3 : Mai 1975 : l'apparition des premiers témoignages ou leur déni. . .	21
Partie 1. L'absence totale de journalistes à partir du 8 mai 1975 et le « pacte de silence » des professionnels réfugiés à l'ambassade de France. . .	21
Partie 2. Des témoignages contradictoires. . .	22
CHAPITRE 2. L'évolution du conflit ou la mise en marche du politicide : la « cécité idéologique » du Monde, de Libération, de l'Humanité, de l'Unité et de rouge? (1975- Avril 1976) . .	26
Section 1. Les techniques discursives utilisées. . .	26
Partie 1 : La distanciation : de l'effacement des intermédiaires à l'utilisation des guillemets . .	26
Partie 2 : La dénonciation d'une campagne d'intoxication médiatique. . .	27
Section 2. L'utilisation ou manipulation des témoignages et des rares vidéos de propagande . .	28
Partie 1. La remise en cause de certains témoignages. . .	28
Partie 2. L'appropriation de la « vérité officielle ». . .	30
CHAPITRE 3. Du déni au dessillement ¹¹⁰ (Avril 1976 – Septembre 1977) . .	33
Section 1. Différents processus de reconnaissance des crimes de masses . .	33
Partie 1 : Le Monde, un premier dessillement. . .	33
Partie 2 : La disparité des mises en scènes de la reconnaissance : le cas de Libération, Rouge, l'Humanité et l'Unité. . .	34
Section 2. Des premiers doutes au dessillement des médias télévisés : une relative homogénéité des informations. . .	39
Partie 1 : Le cas d'Antenne 2 . .	39
Partie 2 : Le cas d'IT1 . .	40
Section 3. L' apparition de nouvelles informations alors que le pouvoir khmer rouge se délite. (Septembre 1977 – Janvier 1979) . .	41
CHAPITRE 4. Les pistes d'explication et la publication d'excuses des journalistes qui ont perverti la réalité . .	46
Section 1. Le manque d'information, une justification insuffisante. . .	46
Section 2. Le poids de l'idéologie et l'utilisation d'une mauvaise grille de lecture, issue de la guerre froide. . .	49
Section 3. L'attrait d'une révolution radicale. . .	50

Conclusion . .	54
Sources . .	57
Inventaire des collections de presse consultés . .	57
<i>La Croix . .</i>	<i>57</i>
<i>L'Humanité . .</i>	<i>57</i>
<i>Libération . .</i>	<i>58</i>
<i>Le Monde . .</i>	<i>59</i>
<i>L'Unité . .</i>	<i>60</i>
<i>Rouge . .</i>	<i>60</i>
Bibliographie . .	62
Ouvrages de synthèse sur le Cambodge . .	62
Ouvrage sur les « génocides » et crimes de masse. . .	62
Témoignages et filmographie . .	62
Outils de travail en ligne. . .	63
Ouvrages concernant la presse et le Cambodge. . .	63

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de mémoire, Monsieur Gilles Vergnon pour sa disponibilité et son implication, Monsieur Bruno Benoît, mais aussi Monsieur Henri Locard, pour l'entretien qu'il m'a accordé. J'adresse également mes remerciements à Johan, à mes amis et ma famille qui ont su me soutenir et me donner de précieux conseils pendant la rédaction de ce mémoire.

Introduction

Le 17 avril 1975, les forces révolutionnaires qui luttèrent depuis plus de cinq ans contre le régime républicain de Lon Nol, soutenu par les États-Unis, s'emparent de la capitale du Cambodge, Phnom Penh. Appelés « Khmers rouges »¹, les révolutionnaires du Parti Communiste du Kampuchéa (PCK) mettent alors fin à la guerre civile qui avait débuté en 1970, à la suite du coup d'État de Lon Nol et du prince Sirik Matak². Alors destitué de ses fonctions, le prince Sihanouk³ s'était allié au PCK, et le Front Uni National du Kampuchéa avait été créé afin de lutter contre les républicains mais aussi contre l'impérialisme américain.⁴

Le jour de la « libération »⁵, les Khmers rouges se font connaître comme l'*Angkar* et renomment le pays, Kampuchéa Démocratique. Si leur entrée dans Phnom Penh suscite dans un premier temps, une immense vague de joie parmi la population, celle-ci laisse rapidement place à des mouvements de panique. En effet, en quelques heures, les jeunes soldats mettent en œuvre l'évacuation de la ville. Toute la population, y compris les malades, les vieillards et les enfants, se met en marche vers les campagnes. Les Khmers rouges inscrivent en effet leur désir d'un pays indépendant et auto-suffisant, dans la mise en place d'une véritable utopie agricole. Le rejet de tout impérialisme et de toute ingérence les pousse quelques semaines plus tard, à expulser tous les ressortissants étrangers de leur pays.

A partir de là, un véritable « mur du silence » isole le Cambodge. Aucun journaliste n'obtient l'autorisation de se rendre dans ce pays qui aspire à renaître, à repartir de zéro. Face à cette impossibilité d'obtenir des informations de première main, les médias vont alors se baser sur des sources non officielles, recueillir quelques témoignages et se poster aux frontières du pays pour tenter d'obtenir quelques images clandestines. C'est ainsi que les médias français vont commencer à diffuser des informations peu cohérentes et assez contradictoires.

¹ Selon l'appellation qui leur est donnée par Norodom Sihanouk dans les années 1950.

² Le prince Sirik Matak est le cousin de Sihanouk (voir note ci-dessous), il reprochait à ce dernier son manque de libéralisme. Proche de la droite cambodgienne, il fut vice-premier ministre du Royaume du Cambodge en 1970 puis premier ministre de la République Khmère les deux années suivantes.

³ Norodom Sihanouk exerça un pouvoir personnel sur le Cambodge de 1953 à 1970 sous les titres de roi puis de « chef d'État à vie ». Sous le régime des Khmers rouges, il est nommé chef d'État mais cela est uniquement symbolique puisque Pol Pot exerce le réel pouvoir. Par ailleurs, les Khmers rouges l'assignent à résidence dans son palais en 1976. Il est redevenu roi du pays dans les années 1990.

⁴ Le F.U.N.K, créé par Sihanouk en 1970 est un mouvement politique et militaire qui prend fin en 1975 lors de la prise de pouvoir par les Khmers rouges.

⁵ L'*Angkar* signifie l'« organisation » et désigne le PCK.

Or, un véritable système génocidaire se met en place à travers le pays. Des prisons aux camps de concentration, des travaux forcés dans les champs et des actes de torture aux exécutions, les khmers rouges dirigent le pays d'une main de fer. Les spécialistes de l'histoire du Cambodge, s'opposent quant au terme à utiliser pour qualifier les deux millions d'exécutions perpétrées par le régime communiste (soit un quart de la population en moins de quatre ans). Certains emploient le terme de génocide⁶, d'autres préfèrent le terme de politicide ou plus globalement, celui de crime contre l'humanité. Jacques Sémelin, dans l'un des chapitres de *Purifier et détruire : usages politiques des massacres et génocides*⁸, s'intéresse à l'instrumentalisation du mot génocide et aux nombreux débats qu'il suscite. Il préconise l'utilisation de l'expression « massacres de masse » pour les sciences sociales, expression qui permet de se dégager de la normativité du droit international qui sous-tend l'emploi du mot génocide, un terme bien plus adapté au domaine juridique. Nous choisirons donc de désigner les exactions perpétrées par les Khmers Rouges par « crimes de masse », ou bien, par « meurtres de masse » qui apparaît comme un synonyme.

Deux phases semblent se succéder dans la manière dont les médias vont traiter la période où les Khmers rouges règnent sur le Cambodge, du 17 avril 1975 au 7 janvier 1979, date à laquelle le Vietnam envahit le Cambodge pour mettre fin à la terreur communiste. Premièrement, les informations diffusées par les médias sont complètement contradictoires. Certains journaux dénoncent dès le début, les massacres perpétrés par les khmers rouges, tandis que d'autres périodiques crient à la désinformation et à la manipulation sur fond d'anti-communisme, visant à faire passer les soldats du PCK pour des bourreaux. Cette période s'étale d'avril 1975 à avril 1976 environ. Dès lors, certains journaux coupables de « cécité idéologique »¹⁰, selon les termes de Pierre Bayard, commencent en 1976 à faire leur mea-culpa. La reconnaissance des erreurs des journalistes sera mise en scène par certains périodiques, mais difficilement avouée par d'autres : le processus visant à rétablir la vérité, et donc à reconnaître la réalité des massacres au sein de la population cambodgienne, biaisée depuis de nombreux mois, va être délicat.

Parmi les périodiques et journaux télévisés que nous avons retenu pour illustrer la manière dont sont couverts les crimes de masses perpétrés par les khmers rouges, se trouvent des médias de diverses obédiences politiques. Ainsi, nous avons cherché à créer un échantillon assez vaste, et pour cela nous nous sommes intéressés à des journaux dits d'extrême gauche tels que *Rouge*, *L'humanité*, à des journaux de gauche : *Libération* et

⁶ Le centre de détention et de torture Tuol Sleng ou S-21 est le plus connu. 17000 prisonniers y auraient été torturés et seulement sept d'entre eux ont survécu. Cet ancien lycée accueille aujourd'hui un musée sur les crimes génocidaires. cf. *S-21, la machine de mort Khmère Rouge*, Rithy Panh, France et Cambodge, 2004, documentaire historique, 101 minutes.

⁷ Le terme de génocide fut formulé en 1943 par Raphael Lemkin, avant d'être introduit dans le droit positif en 1945 dans le contexte des procès des criminels nazis à Nuremberg. Il le définit comme suit : « La pratique de l'extermination des nations et des groupes ethniques mises en oeuvres par les envahisseurs est nommée « génocide », terme dérivé du grec *genos* (tribu,race) et du latin *cide* (par analogie voir homicide, fratricide) ». R.Lemkin, *Axis Rule in occupied Europe*, Carnegie Endowment for International Peace, Division of International Law, 1944. Traduction française : *Qu'est-ce qu'un génocide?*, Editions du Rocher, 2008.

⁸ Jacques Sémelin, *Purifier et détruire, usages politiques des massacres et génocides*, Editions du Seuil, 2005, pp.365-389.

⁹ Hélène Lavoix, Cambodia from 1945, Online Encyclopedia of Mass Violence, [online], published on 9 March 2008, accessed 13 June 2011, URL : <http://www.massviolence.org/Cambodia-from-1945>, ISSN 1961-9898

¹⁰ BAYARD,Pierre.2010. « Du déni au dessillement. La presse française devant le génocide » *Colloque international : Cambodge, le génocide effacé*. (Paris, 9,10,11 décembre 2010) Saint Denis : Université Paris XIII.

L'Unité, mais aussi à un journal souvent considéré comme neutre, à savoir *Le Monde* et enfin nous avons choisi un hebdomadaire de droite¹¹ : *La Croix-L'événement*.

Rouge, *L'Humanité* et *L'Unité* sont respectivement les organes de presse de la Lutte Communiste Révolutionnaire, du Parti Communiste et du Parti Socialiste. *Libération*, quotidien d'information publié pour la première fois le 18 juillet 1973, rassemble plusieurs¹² obédiences politique au sein de la Gauche (et notamment la Gauche Prolétarienne¹²). Dès 1974, Serge July se retrouve au sommet de la direction du journal, qui, en 1979, atteint les 40 000 tirages quotidiens. De son côté, *Le Monde*, en 1977 devient le quotidien national le plus lu avec près de 440 000 lecteurs.¹³ D'abord considéré comme le grand journal français tourné sur l'étranger (sur les souhaits de De Gaulle), il est ensuite décrit comme le « journal des cadres et des diplômés après 1968 »¹⁴. Enfin, *La Croix-L'événement* est un journal catholique, initialement publié sous le nom *La Croix*. Par ce changement de nom, il cherche, depuis 1973, à se détacher de son étiquette religieuse.¹⁵

Il est nécessaire de remarquer que les années 70 sont des années de renouveau dans le milieu de la publication. Suite à Mai 68, la presse écrite française connaît un nouvel essor, et la « nouvelle presse » apparaît. Ainsi, les journaux cités ci-dessus s'inscrivent largement dans ce nouvel élan et cherchent à rompre avec la presse « bourgeoise ». « Par voie de conséquence, la prise de parole consiste (...) à parler de ce dont les autres médias ne parlent pas, des sujets tabous aussi bien que de l'ordinaire de la vie quotidienne dans ce qu'il peut avoir de révoltant. L'intention critique est omniprésente, s'exerçant contre la « grande presse », les pouvoirs ou le Pouvoir, le « système », le capitalisme, la société de consommation avec lesquels cette presse entend « rompre » définitivement. (...)»¹⁶ La volonté de « libérer l'information » est clairement affichée mais nous essaierons de voir, au fil de nos recherches, si ces idéaux étaient objectifs ou utopiques.

Parallèlement, ce travail de recherche a fait surgir la nécessité de visionner les journaux télévisés de l'époque. Ainsi, sur le site de l' Institut National de l'audiovisuel, nous nous sommes concentrés sur les journaux d'informations diffusés par les deux grandes chaînes du service public : IT1 et Antenne2. En 1975, ces deux chaînes nationales et généralistes font partie des sept organismes autonomes qui remplacent l'O.R.T.F, dissoute par Giscard

¹¹ Nous avons délibérément mis à l'écart le journal *Le Figaro* puisque l'étude de ses publications a déjà été effectuée par Luc Benaïche dans son mémoire de Master 2 portant sur les « Portraits et représentations des khmers rouges dans la presse écrite française » (rédigé en 2007-2008 sous la direction de Jean Louis Margolin).

¹² Finalement auto-dissoute en novembre 1973.

¹³ Laurent, Martin « La "nouvelle presse" en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec » <http://www.ecampus.uvsq.fr/claroline/backends/download.phpurl=L01hcnRpbI9wcmVzc2VfyW5u6WVzXzcwLnBkZg%3D%3D&cidReset=true&cidReq=LHHIS430> _ _ Consulté le 7 juillet 2011.

¹⁴ Pascal Ory, *L'Entre-deux-mai : histoire culturelle de la France, mai 1968-mai 1981*, Paris, Seuil, 1983 p. 55

¹⁵ Le journal *La Croix* change de nom pour devenir *La Croix-L'événement*, avant de reprendre son titre d'origine en 1994. Nous utiliserons le titre actuel *La Croix* pour désigner le journal dans notre étude.

¹⁶ Laurent, Martin « La "nouvelle presse" en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec » Art. Cit.

d'Éstaing afin d'affirmer une certaine neutralité par rapport au gouvernement¹⁷, mais elles restent placées sous la tutelle de l'État. Il sera donc intéressant de comparer les informations télévisées à celles des périodiques et de vérifier lesquelles sont les plus orientées politiquement ?

La méthodologie employée a consisté dans un premier temps à lire et à répertorier les articles de la presse de gauche qui défendaient les Khmers rouges et dénonçaient les informations diffusées par certains de leurs confrères journalistes. Ensuite, nous nous sommes reportés à la presse de droite et aux médias télévisés afin de comparer les réactions et contradictions entre les médias et ce, tout en gardant *Le Monde* comme ligne de référence. Il nous a fallu, enfin, choisir quelques grands événements de la chronologie du « génocide » afin de limiter le nombre d'articles et de journaux télévisés à analyser et à exploiter dans ce mémoire.

Le choix des événements et des médias relève sûrement d'une certaine dose d'arbitraire mais il vise à représenter au mieux la diversité des informations proposées par la sphère médiatique française. Ainsi, avec l'éventail idéologique représenté par les différentes publications choisies, nous avons essayé d'identifier quelles étaient les différentes grilles de lectures employées par les journalistes, dans le contexte géopolitique de la guerre froide, sur la manière dont les crimes de masses cambodgiens ont été dévoilés par les médias.

Le propos de ce mémoire est d'analyser dans quelle mesure la réalité des crimes de masse perpétrés par les khmers rouges a été pervertie par certains médias, et, de quelle façon cette perversion a évolué entre 1975 et 1979 ? Il sera aussi question d'étudier la manière dont les obédiences politiques des différents organes de presse semblent avoir joué un rôle dans la façon de couvrir l'événement. On se demandera ensuite si les médias peuvent réellement être objectifs dans un tel conflit et quelles sont les facteurs qui ont pu amener les professionnels de l'information à façonner la réalité.

Pour tenter d'éclaircir ces questionnements, nous étudierons tout d'abord la période d'avril à mai 1975 qui permet de mettre en exergue les prémices des crimes de masse et le paroxysme des contradictions diffusées par les médias français. Notre étude nous amènera par la suite à étudier l'évolution du conflit et la « cécité idéologique » de certains médias, dits de gauche ou du moins sympathisants avec le parti, entre 1975 et avril 1976. La troisième période étudiée visera à analyser la manière dont les journalistes vont passer d'un déni d'information au défillement et enfin, nous nous focaliserons sur les pistes d'explication de la désinformation et de la négation du « génocide ».

¹⁷ Alors ministre de l'information, Alain Peyrefitte déclare en 1964 : « La RTF (Radio-Télévision Française), c'est le gouvernement dans la salle à manger de chaque Français »

CHAPITRE 1. Début 1975 : Les prémices des crimes de masse ou le paroxysme des contradictions entre les médias français.

Dès le 17 Avril 1975, les nouvelles de Phnom Penh sont diffusées par les médias du monde entier. En France, on peut lire le jour même, puis le lendemain, de nombreux articles

consacrés à l'événement : le gouvernement cambodgien de Lon Nol¹⁸ a déposé les armes et les Khmers Rouges imposent ainsi, de manière indirecte, une défaite aux États-Unis. Les journalistes pendant les jours qui suivent, cherchent à retranscrire l'atmosphère nouvelle qui règne dans le pays, puis à partir du 20 avril, ils se concentrent sur l'épisode de l'ambassade de France, institution où se sont réfugiés de nombreux ressortissants étrangers et quelques cambodgiens. Les lecteurs et téléspectateurs vont suivre le périple des réfugiés étrangers jusqu'à ce que ceux-ci arrivent en Thaïlande. Le dernier convoi arrive le 8 mai 1975, et à partir de là, les frontières cambodgiennes deviennent hermétiques. Dans cette première période du règne des khmers rouges apparaissent donc les premières contradictions entre les informations qui sont retransmises en France. Le but de ce premier chapitre est de montrer à quel point une certaine spéculation, ou du moins comment des interprétations opposées se mettent en place au moment même où personne ne connaît vraiment les Khmers Rouges et où les sources d'information sont rares. Nous verrons donc, pour les trois premiers événements décisifs de la phase d'appropriation du pouvoir par les communistes, comment les journaux se contredisent. De plus, nous montrerons en quoi il semble qu'une ligne gauche/droite se forme dans le sens où *Libération*, *L'Humanité*, *L'Unité* et *Rouge* semblent saluer une victoire communiste tandis que *La Croix* et d'autres journaux dont l'orientation politique se situe plutôt à droite, apparaissent plus méfiants vis-à-vis du nouveau régime. Par ailleurs, *Le Monde*, le journal que nous avons choisi comme ligne de référence apparaît lui aussi plutôt sympathisant avec les responsables du PCK mais semble moins impliquer sa rédaction dans les propos tenus.

Section 1. La prise de Phnom Penh et son évacuation.

Partie 1. Aux premières heures de la « libération » : l'accueil fait aux khmers rouges par les Phnom Penhois.

¹⁸ Lon Nol était un officier de l'armée et le leader, dans les années 60, de la droite cambodgienne. Après avoir occupé les postes de ministre de la défense et de premier ministre, il se retrouve chef de gouvernement de la République Khmère, à partir de 1970 et en devient le président en 1972.

Les articles publiés les 17 et 18 avril 1975 par les journaux que nous avons choisi d'étudier dans ce mémoire sont le point de départ d'une longue contradiction médiatique.

Le 17 avril 1975, jour de la « libération », *Le Monde* se montre encore prudent et publie trois articles, affirmant que «le gouvernement Phnom Penhois envisage de déposer les armes »¹⁹. Le même jour, *Libération* publie six articles et placarde à la Une « Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh »²⁰. En exposant les faits, le journal précise que le « bain de sang » annoncé ne s'est pas produit, « bien au contraire, la protection des civils est apparue comme la préoccupation principale des forces de libération »²¹. Parallèlement, *La Croix* déclare que « les dirigeants de Phnom Penh ont proposé un cessez-le-feu »²². Au moment où les trois rédactions impriment leurs gros titres, les informations venant de Phnom Penh sont partielles et il faut attendre le lendemain pour lire les articles écrits avec des informations complètes sur la journée de la « victoire ».

Ainsi, le 18 avril, *Le Monde* et *La Croix* annoncent respectivement à la Une : « Phnom Penh est tombée »²³ et « Phnom Penh aux mains des Khmers Rouges, la capitale cambodgienne est tombée jeudi matin »²⁴, tandis que *Libération* témoigne clairement sa satisfaction en titrant « sept jours de fête pour une libération »²⁵, tout comme le font les autres journaux de gauche et d'extrême gauche que nous avons choisi d'étudier.

Le Monde consacre quatre articles à l'événement et publie un encadré à la Une sur l'« enthousiasme populaire » basé sur le témoignage que Patrice De Beer a fait parvenir en fin de matinée à la rédaction:

« La ville est libérée. (...) Il n'y a pas eu de résistance républicaine. On entend encore des coups de feu dans le centre de la ville, mais l'enthousiasme populaire est évident. Des groupes se forment autour des maquisards souvent porteurs d'artillerie américaine, jeunes, heureux, surpris par leur succès facile. »²⁶

Parallèlement, tout au long des quatre articles publiés ce vendredi 18 avril par la rédaction de *Libération*, le bilan de la prise de la capitale par les Khmers rouges apparaît largement positif, bien qu'aucun journaliste de la rédaction ne soit présent à Phnom Penh à ce moment

là. Patrice De Beer est cité parmi les sources de l'article non signé et publié à la Une pour affirmer que « l'enthousiasme populaire est évident ». Le journal reprend donc les

¹⁹ Patrice De Beer, « Au Cambodge : l'écroulement des illusions », 17 avril 1975

²⁰ NS, « Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh », 17 avril 1975.

²¹ Article non signé (désormais désigné NS) « Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh », *Libération*, 17 avril 1975.

²² NS, « Les dirigeants de Phnom Penh ont proposé un cessez-le-feu », *La Croix*, 17 avril 1975.

²³ NS, « Phnom Penh est tombée », *Le Monde*, 18 avril 1975.

²⁴ Paul Meunier « Phnom Penh aux mains des Khmers Rouges, la capitale cambodgienne est tombée jeudi matin », *La Croix*, 18 avril 1975.

²⁵ NS, « Sept jours de fête pour une libération », *Libération*, 18 avril 1975.

²⁶ NS, « Enthousiasme populaire », *Le Monde*, 18 avril 1975.

²⁷ Il est cité aux côtés de l'agence de presse japonaise Kyodo et de l'Agence France Presse. « Sept jours de fête pour une libération », Art. Cit.

informations du *Monde* en se basant sur les dires de son correspondant. Patrick Ruel ajoute plus loin que « tous, du réfugié au haut fonctionnaire, en était venus à souhaiter la victoire du Front Uni National du Kampuchéa, la fin du cauchemar et de la dictature ». Ensuite, les journalistes puisent leurs informations à l'agence de presse de Bangkok pour affirmer que, « en fin de soirée, (...), la situation était redevenue normale, mais toutes les liaisons restaient coupées »²⁹.

Le journal *L'humanité*, se réjouit lui aussi de l'entrée des « libérateurs » dans la ville et le narrateur affirme que « la situation est calme en fin de soirée, jeudi. Les armes se sont tues »³⁰. L'enthousiasme populaire qui s'empare de la capitale le matin est souligné dans l'article qui commente la victoire des Khmers rouges.³¹ Aucune source n'est citée et, contrairement aux deux journaux précédents, l'organe du PCF ne mentionne nullement que les communications avec la capitale ont été coupées quelques heures après l'arrivée des Khmers Rouges.

Ce qui nous semble intéressant de noter ici, est la façon dont les journalistes s'attachent à retranscrire l'évènement. En effet, alors que *La Croix* reste prudent dans sa description de la journée du 17 avril, en rappelant que « peu d'informations filtrent de la capitale cambodgienne »³², il apparaît que les autres journaux mettent l'emphase sur la « victoire », la « libération » et l'« enthousiasme » des citoyens, sans vraiment citer de sources ni mentionner que leurs informations ne sont que peu nombreuses. *L'Humanité* utilise même une technique particulière pour rendre son récit plus poignant : « le rédacteur, anonyme, alors qu'il n'est en mesure que de rapporter les discours des agences sur cet événement, le décrit comme *in vivo*; en prenant soin d'effacer toute trace de référence à ses sources, il donne par là même à cette description une valeur de vérité maximum. »³³ Les lecteurs se trouvent donc face à des nouvelles sur la première journée des Khmers Rouges à la tête du pays, qui sont partiellement réalistes.

Il est important de reconnaître le fait que Phnom Penh a bien été parcouru par une liesse populaire comme tous les journaux que nous étudions, mais également comme *Le Figaro*,³⁴ en atteste. Cependant, comme nous pouvons le lire dans *Cambodge année zéro*, écrit par François Ponchaud, « très vite, cette kermesse populaire fit place à l'étonnement puis à la consternation et à l'angoisse »³⁵. Ainsi, la description faite de cette fameuse journée du 17 avril 1975 n'est donc que peu représentative de la réalité, puisque, rapidement, l'euphorie des premières heures a disparu. Par ailleurs, nul article ne parle de l'évacuation de la ville

²⁸ Patrick Ruel, de son vrai nom, Patrick Sabatier, est le principal journaliste de *Libération* qui va couvrir l'actualité du Cambodge.

²⁹ Patrick Ruel, « Une lente maturation », *Libération*, 18 avril 1975.

³⁰ NS, « Après cinq ans de résistance Le peuple Cambodgien vainqueur : PP fête sa libération. », *L'Humanité*, 18 avril 1975.

³¹ NS « La victoire de Phnom Penh », *L'Humanité*, 18 avril 1975.

³² « Phnom Penh aux mains des Khmers Rouges, la capitale cambodgienne est tombée jeudi matin » Art. Cit.

³³ Jean-Noël Darde, *Le ministère de la vérité : histoire d'un génocide dans le journal L'Humanité*, Editions du Seuil, Février 1984, p. 71.

³⁴ Ainsi, dans un article du Figaro paru le 18 avril 1975, intitulé « Comme un fruit pourri... » et non signé, nous pouvons lire : « La population criait : "vive les forces armées de libération!". Des soldats et des civils se serraient la main et s'étreignaient. »

³⁵ François, Ponchaud, *Cambodge année zéro*, Editions Kailash, (première édition : Éd. Julliard, Paris, 1977), Paris, 2005, p.17

qui a pourtant été ordonnée dès la fin de matinée par les Khmers rouges, munis de porte-voix. En fait, il est avéré que ce jour-là, à Phnom Penh, les communications sont coupées : les rédactions ne disposent donc que peu d'informations, ce qui explique sans doute le choix prudent du journal *La Croix* de publier des articles sur la chronologie des événements et sur l'histoire récente du Cambodge, plutôt que de décrire longuement la situation du 17 avril qui reste alors peu connue.

Nous avons également remarqué que le 18 avril, les journaux français laissent déjà des indices quant à leur position idéologique vis-à-vis des communistes. Les journaux concernés ici, sont surtout ceux que nous avons décrits comme sympathisants avec la gauche, ou bien d'extrême gauche. En effet, le ton et le style (par l'utilisation des adjectifs et du temps de narration) adoptés par *Libération*, *L'Humanité*, *L'Unité* et *Rouge* sont révélateurs des positions adoptées par les rédactions dans le contexte de la guerre froide.

Nous pouvons prendre l'exemple de l'organe du Parti Socialiste qui, dans un article traitant de la situation globale en Indochine sans s'attacher en détail à l'événement survenu la veille au Cambodge, souligne : « L'aventure américaine au Cambodge restera exemplaire dans l'Histoire: la plus grande puissance mondiale, utilisant toutes les armes de son arsenal, n'a pas réussi à mettre à genoux un pays très petit, en termes de population, et très

arriéré, en termes de développement économique »³⁶. On voit ici que *L'Unité* revient sur l'histoire contemporaine en Indochine pour critiquer les politiques américaines et leur échec, soulignant ainsi la force du Cambodge et par là, celle des Khmers rouges. Plus explicite encore, la position de *L'Humanité* est sans équivoque puisque dans un article de l'édition du 18 avril, le lecteur peut lire une phrase adressée par le « secrétariat du Comité Central du PCF » à l'attention des Khmers rouges : « nous vous adressons les plus chaleureuses

félicitations du PCF »³⁷. Les journaux que nous avons cité plus haut ne cachent donc pas leur soutien aux nouveaux maîtres du Cambodge, tandis que *Le Figaro* et *La Croix* restent prudents et rappellent le caractère incertain du future proche: « il ne s'agira pas d'un simple retour en arrière » écrit Paul Meunier.³⁸

Partie 2. De l'évacuation totale de la ville à la justification de ce choix.

C'est finalement le 19 avril que les français découvrent l'évacuation forcée qui a eu lieu après l'entrée des maquisards dans la capitale. Tout d'abord, *Le Monde* consacre sa Une à l'événement : « invoquant une menace de bombardements aériens, les Khmers rouges

ordonnent aux civils d'évacuer Phnom Penh »³⁹. Il apparaît donc au premier abord que la question de l'évacuation de la ville se trouve justifiée par la menace américaine, mais les articles qui suivent n'apportent guère de précisions. La rédaction du journal décrit la situation : « Phnom Penh se vide depuis la nuit dernière, indiquait, vendredi matin, l'AFP (...) toutes les communications normales avec le monde extérieur sont coupées et la radio locale a cessé ses émissions (...) Quelques heures après s'être rendus maîtres de la ville, les soldats du FUNC ont demandé à la population de l'évacuer. » Les journalistes reconnaissent

³⁶ Wilfred, Burchett, « La chute des « dominos » », *L'Unité*, 18 avril 1975.

³⁷ NS, « Après cinq ans de résistance Le peuple Cambodgien vainqueur : PP fête sa libération », *L'Humanité*, 18 avril 1975.

³⁸ « Phnom Penh aux mains des Khmers rouges, la capitale cambodgienne est tombée jeudi matin », art. Cit.

³⁹ NS, « Invoquant une menace de bombardements aériens, les Khmers rouges ordonnent aux civils d'évacuer Phnom Penh », *Le Monde*, 19 avril 1975.

donc la difficulté qu'ils rencontrent pour obtenir des informations, mais ils expliquent aussi qu'en fin de soirée, le 17 avril, « l'atmosphère était moins tendue. » Dans l'édition du 20 avril, nous pouvons lire les hypothèses formulées par les journalistes quant au réel but de l'évacuation de la capitale. Ainsi, Patrick De Beer avance que cette décision vise à permettre un meilleur contrôle, une meilleure administration de la ville et ainsi à faciliter la logistique aux nouveaux chefs du pays. La question des possibles bombardements américains ne semble plus se poser et le journaliste ajoute que le « calme relatif paraissait revenir samedi

⁴⁰
19 avril après l'opération d'évacuation ordonnée, la veille ».

Dans *La Croix*, le 19 avril, les journalistes décrivent de façon nettement plus détaillée le « désordre dans la ville », et la « panique à Phnom Penh [indiquée par] les rares informations qui filtraient vendredi de la capitale cambodgienne. A dire vrai, il est difficile

⁴¹
de dresser l'état de la situation » . On remarque dans cet article que l'emploi du conditionnel, qui souligne les nombreuses hypothèses et approximation liées au manque d'information provenant de sources directes, est largement présent. Tandis que Paul Meunier émet lui aussi son hypothèse sur l'évacuation : « la vraie raison est sans doute la volonté des Khmers Rouges de dégonfler une ville explosive et ingouvernable », il évoque également l'apparition inéluctable, dans un futur proche, de problèmes humanitaires. L'article paraît donc beaucoup plus réaliste et dans un second article, un journaliste précise que « les autorités Thaïlandaises ont fermé la frontière, que 3000 cambodgiens avaient déjà

⁴²
traversée. » Cette information sur les premiers « réfugiés » est révélée ce jour-là par *La Croix* mais n'apparaît pas dans les autres journaux.

Le même jour, *Libération*, *La Croix* et *Le Monde*, vont reconnaître dans leurs articles le peu d'informations mises à la disposition des journalistes et par conséquent démontrer que « personne n'était en mesure de fournir, vendredi soir, une explication quelconque des ces

⁴³
événements bizarres (...) » . Le choix de ce dernier adjectif affiche le scepticisme de la rédaction et sa difficulté à interpréter l'ordre d'évacuation de la capitale, et un second article vient nous conforter dans cette observation. En effet, dans le dossier sur l'Indochine publié ce jour là, nous pouvons lire : « On ne sait toujours pas exactement ce qu'il se passe à Phnom Penh (...) Y a t-il même eu véritablement une évacuation? », puis « normaliser la situation dans la capitale et le désengorgement de la ville par évacuation peut avoir pour

⁴⁴
but d'accélérer le processus(...) » En réalité, pas moins de quatre suppositions vont tenter de justifier cette évacuation :

« il pourrait s'agir de palier par cette action à des problèmes de ravitaillement de la capitale, ou à couper court à des problèmes de 'sécurité' -- de quel ordre, cela n'est pas précisé --, mais cela pourrait également être un moyen de désengorger

⁴⁰ Patrick De Beer, « Monsieur Long Boret s'est rendu », *Le Monde*, 20 et 21 avril 1975.

⁴¹ Paul Meunier, « Phnom Penh : l'inévitable confusion », *La Croix*, 19 avril 1975.

⁴² NS, « Cambodge : les Khmers rouges font évacuer Phnom Penh » *La Croix*, 19 avril 1975.

⁴³ NS, « Cambodge : la joie et la crainte », *Libération*, 19 avril 1975.

⁴⁴ NS, « Evacuer ou organiser », *Libération*, 19 avril 1975.

plus rapidement la capitale, ou encore, être lié (...) au fait que les dirigeants n'aient pas encore pu joindre Phnom Penh ».⁴⁵

Notons enfin, que *Libération* va rester silencieux jusqu'au 24 avril à propos du Cambodge des Khmers rouges.

L'Humanité, de son côté, choisit un titre qui ne laisse pas de place aux doutes ou à la confusion : *Des dizaines de milliers de paysans réfugiés dans Phnom Penh regagnent leurs*

*villages.*⁴⁶ La rédaction emploie des termes tels que « allégresse », « deuxième journée de paix retrouvée », « fraternisaient » qui cherchent à décrire une situation où le chaos et la panique n'existent pas – ou plus. Alors que la veille, le journal n'avait pas fait mention de la coupure de toutes les communications permettant à la capitale cambodgienne d'être contactée depuis l'étranger, la rédaction introduit cette information de taille en mentionnant simplement que rien n'est rétabli, comme si le sujet avait déjà été abordé. Plus important encore, l'organe central du PCF choisi de nier toutes les informations qui gravitent autour de l'évacuation :

« Dans la soirée [du 18 avril], rapportait l'agence Tanjug, on démentait de source cambodgienne à Pékin que la population civile ait été évacuée. Les informations diffusées par les agences de presse étaient qualifiées de fausses et malintentionnées. »

L'Humanité, contrairement aux journaux que nous venons de mentionner plus haut, n'insiste aucunement sur les confusions et le manque de clarté apparus dès que les communications entre Phnom Penh et le reste du monde ont été coupées. Les autres journaux restent prudents en attendant plus d'information, ils emploient souvent le conditionnel et formulent quelques hypothèses sur les raisons de l'évacuation mais *L'humanité* met en avant sa

propre vérité par différents moyens, très bien analysés par Jean-Noël Darde.⁴⁷ Sa rédaction apparaît d'ores et déjà défendre les Khmers rouges en choisissant d'occulter le problème de l'évacuation et en affirmant au contraire qu'« aussitôt après la libération et l'accueil enthousiaste fait aux libérateurs, des dizaines de milliers de paysans sont repartis avec

leurs familles dans leurs villages »⁴⁸. Ce mouvement de masse serait donc volontaire et les cambodgiens se seraient naturellement mis en route vers les campagnes pour y reprendre leurs travaux des champs.

Pour ce qui est de *Rouge* et de *l'Unité*, les deux journaux ne vont pas s'attarder sur la question de l'évacuation de la ville. *Rouge* publie un article dans son numéro du 19 avril 1975. L'hebdomadaire ne publiera rien sur la situation cambodgienne dans son édition de la semaine suivante et ne reviendra plus sur l'ordre donné à la population par les Khmers rouges. Les lecteurs lisent donc, le 19 avril :

« La libération de Phnom Penh, c'est l'actualité de la révolution indochinoise, c'est l'actualité de sa transcroissance socialiste. (...) Mais c'est avant tout un

⁴⁵ Luc Benaïche, *Mémoire de Master 2 : Portraits et Représentations des Khmers rouges dans la presse écrite française (janvier 1975- janvier 1979), 2007-2008.*

⁴⁶ NS, « Des dizaines de milliers de paysans réfugiés dans Phnom Penh regagnent leurs villages. », *L'Humanité*, 19 avril 1975

⁴⁷ Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la Vérité, Histoire d'un Génocide dans le Journal l'Humanité*, op.cit. p.75

⁴⁸ NS, « Des dizaines de milliers de paysans réfugiés dans Phnom Penh regagnent leurs villages. », *L'Humanité*, 19 avril 1975.

**encouragement considérable à la lutte des travailleurs du monde et à l'affirmation
de notre solidarité de communistes à l'égard d'une révolution en marche. »**⁴⁹

La couverture médiatique de la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges et des jours qui suivent, est donc hétérogène. La prudence de *La Croix* semble contraster avec l'engouement et la précipitation dont font preuve d'autres journaux de notre étude. L'épisode de l'ambassade de France, parfois appelé le « second 17 avril » semble confirmer cette divergence

Section 2. L'épisode de l'ambassade de France, le 20 avril 1975.

Partie 1. Le refuge des ressortissants français, des journalistes et de quelques cambodgiens.

Le 20 avril *La Croix* publie dans un de ses articles: des « informations contradictoires nous sont parvenues jusqu'à présent. La situation dans la capitale cambodgienne, semble s'être

à nouveau tendue samedi. »⁵⁰ Dès le lendemain, le journal annonce qu'il n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les informations qui circulent à propos de la capitale et les articles insistent sur l'inquiétude des pays voisins et l'étrangeté de la situation. C'est le 23 avril que le journal aborde le cas particulier des réfugiés de l'ambassade de France. La rédaction informe ses lecteurs de la reprise des émissions sur la radio nationale mais note qu'aucune information sur les habitants de la capitale n'est divulguée. Un peu plus loin

nous apprenons « selon des informations puisées à bonne source »⁵¹ qu'environ mille réfugiés se situent dans l'ambassade de France, qu'ils sont surveillés par des militaires et ne peuvent quitter les lieux, y compris pour se ravitailler. Le 25 avril, « les nouvelles restent très rares » et nous savons désormais que même si l'ambassade reste coupée du reste

de la ville, elle a pu être ravitaillée.⁵² Le lendemain, le journal constate que la situation n'a pas changé à l'ambassade et que la situation est de plus en plus mystérieuse à Phnom Penh puisqu'aucune information ou presque ne filtre à l'extérieur. L'Elysée annonce le 29 avril que les contacts sont perdus avec l'ambassade et que les réfugiés seraient 601 dont

595 français. L'évacuation est annoncée par *La Croix* le 2 mai⁵³. Comme nous l'avons vu, le journal reste prudent sur les informations qu'il obtient et ne semble pas vouloir minimiser les mystères qui entourent la situation cambodgienne.

⁴⁹ Pierre Rousset, « Phnom Penh libérée, l'Indochine vaincra », *Rouge*, 19 avril 1975.

⁵⁰ NS, « Situation toujours confuse au Vietnam et au Cambodge », *La Croix*, 20 avril 1975.

⁵¹ NS, « Cambodge : inquiétude pour le sort du millier de réfugiés de l'ambassade de France », *La Croix*, 23 avril 1975.

⁵² NS, « Saïgon cherche une équipe de négociation », *La Croix*, 25 avril 1975.

⁵³ NS, « Cambodge: Evacuation prochaine des réfugiés de l'Ambassade de France », *La Croix*, 2 mai 1975.

De son côté, *Le Monde* publie, le 25 avril, *Trois journées de réjouissance sont organisées pour marquer la victoire des Khmers rouges*⁵⁴. Dans cet article, Alain Bouc fait état du confinement des personnes présentes dans l'enceinte de l'ambassade, tout en décrivant les derniers changements ayant eu lieu dans la société cambodgienne et notamment les nationalisations, la réévaluation du Riel⁵⁵ et les baisses des prix dans l'alimentaire. Même si des personnes sont réfugiées dans l'ambassade, cela n'apparaît pas inquiétant à la lecture de l'article qui continue d'insister sur la « Victoire ». Le lendemain la rédaction utilise comme source la radio des Khmers rouges et montre que pour eux, le pays est « totalement libéré »⁵⁶. Il faut attendre le 29 avril pour pouvoir lire que la « situation [est] dramatique »⁵⁷ pour les 800 réfugiés qui sont depuis 10 jours dans les locaux de l'ambassade. La source de cette information sont les deux correspondants de l'AFP, Jean Thoroval et Pierre Paringaux qui se trouvent parmi les réfugiés. Le lendemain, *Le Monde* met en relief le manque d'information et le flou qui gravitent autour de l'organisation de l'expulsion des réfugiés et annonce le jour suivant, la préparation de l'évacuation des ressortissants du pays.

Le 19 avril, *Libération* est le premier journal de notre étude qui aborde la question des réfugiés de l'ambassade. Quelques lignes seulement sont publiées à ce sujet :

« S'il existait jusqu'à hier soir un « mystère » à Phnom Penh, il a été éclairci en début de soirée quand les premières dépêches de l'AFP donnèrent des informations sur la situation à l'ambassade de France, où s'étaient réfugiés depuis vendredi « un certain nombre » de personnalités de l'ancien régime(..) qui se sont brusquement prises de panique quand le FUNK a donné l'ordre d'évacuer totalement la ville. C'est ainsi que près d'un millier de « réfugiés » se trouvaient dans les locaux de l'ambassade de France ».⁵⁸

Nous voyons ici que la dépêche concerne une minorité ciblée de la population de Phnom Penh, et qu'il n'est pas fait état de la présence de français, de journalistes ou de ressortissants étrangers. L'information laisse donc entendre que des « personnalités de l'ancien régime », qui sont implicitement les ennemis des Khmers rouges, craignent pour leur sécurité à l'issue de ces cinq années de guerre. Le journal reste silencieux les jours suivants et se contente de noter le 28 avril que la situation reste inchangée pour ceux qui se trouvent à l'ambassade. Néanmoins, ce même jour, la rédaction du journal fait le point sur la situation médiatique qui concerne le pays :

« Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. Les ennemis de la résistance khmère le savent. La « grande presse » et les radios n'hésitent pas à se faire le haut parleur des services de guerre psychologique américaine pour discréditer et isoler le pouvoir populaire qui se met en place à Phnom Penh. Depuis la libération de la capitale chaque matin amène sa dose de rumeurs :

⁵⁴ Alain Bouc, « Trois journées de réjouissances sont organisées pour marquer la victoire des Khmers rouges », *Le Monde*, 25 avril 1975.

⁵⁵ L'unité monétaire du Cambodge.

⁵⁶ NS, « Les Khmers rouges affirment que le pays est « totalement libéré » », *Le Monde*, 26 avril 1975.

⁵⁷ NS, « M. Khieu Samphan confirme que le prince Sihanouk demeure chef de l'état ». *Le Monde*, 29 avril 1975.

⁵⁸ NS, « Lon Nol Lulu », *Libération*, 19 avril 1975.

panique dans la population, massacre des journalistes, exécutions sommaires des dirigeants de l'ancien régime, déportation de la population de la capitale remplacée par des paysans, destruction systématique des symboles de la civilisation occidentale... Tout y est : sur fond de racisme anti-jaune c'est la mise à sac de Rome par les hordes barbares : le spectre de Gengis Khan plane sur les chaumières. »⁵⁹

Cet article est non signé, ce qui signifie généralement que son contenu implique l'ensemble de la rédaction du journal. Or, il semble afficher une position pro-communiste dans la mesure où il défend les « libérateurs » face aux « calomnies » qui apparaissent.

Le 29 avril, le journal reprend les dépêches de l'AFP, tout comme l'a fait *Le Monde* mais ajoute une mise en garde qui en dit long sur les doutes du journal quant à la situation réelle à l'ambassade : « si l'on en croit deux correspondants de l'AFP (...) la situation à l'ambassade

de France deviendrait « de plus en plus dramatique ».⁶⁰ Quelques lignes plus loin, le journal va contredire les dépêches de l'agence de presse française en publiant une dépêche de Londres qui cite des membres de la Croix Rouge britannique, présents dans l'enceinte du bâtiment et qui décrivent des conditions de vie « assez bonnes ». Le 30 avril, le journal annonce l'évacuation de l'ambassade, qui se ferait 48 heures plus tard, par camion.⁶¹

L'Humanité est bien plus discrète sur le sort des réfugiés de l'ambassade de France. Elle publie le 23 mai un article basé sur les déclarations du vice-premier ministre du G.R.U.N.K.⁶², Khieu Samphan, affirmant que l'ordre du jour est la transformation du pays

en un « Cambodge indépendant pacifique et prospère ».⁶³ C'est finalement dans son édition du 30 avril que la rédaction parle de l'ambassade de France. Le sujet est abordé via le communiqué du ministère des affaires étrangères du Cambodge qui annonce que les privilèges diplomatiques et les consulats ou missions diplomatiques ne sont plus reconnus. Il est ensuite fait état de la volonté des Khmers rouges d'acheminer « les personnes de l'ambassade » en Thaïlande. « Outre Sirik Matak, dit-on, des centaines d'agents employés par les États-Unis avaient également trouvé refuge dans l'ex-ambassade de France ».⁶⁴ Le lendemain, le lecteur peut lire que « des centaines de criminels et de traîtres avaient trouvé refuge à l'ex-ambassade de France », selon Chau Seng.⁶⁵ Rien de plus précis n'est dévoilé par la rédaction du journal.

⁵⁹ NS, « Vérité et mensonge », *Libération*, 28 avril 1975.

⁶⁰ NS, « Khieu Samphan et les « tâches révolutionnaires », *Libération*, 29 avril 1975.

⁶¹ NS, « L'ambassade de France évacuée », *Libération*, 30 avril 1975.

⁶² Le G.R.U.N.K est le gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa. C'est le gouvernement en exil créé par Sihanouk et basé à Pékin. Il est représenté jusqu'en 1975 par le F.U.N.K mais exerce un pouvoir fictif depuis l'arrivée des Khmers rouges. Il disparaît le 6 avril 1976 après la démission de Sihanouk puis de son premier ministre.

⁶³ NS, « Phnom Penh : à l'ordre du jour, un Cambodge indépendant, pacifique et prospère », *L'humanité*, 23 avril 1975.

⁶⁴ NS, « Sirik Matak, l'un des principaux traîtres n'avait-il pas trouvé refuge à l'ex-ambassade de France? » *L'humanité*, 30 avril 1975.

⁶⁵ Homme politique cambodgien, Chau Seng est Ministre des missions spéciales au sein du GRUNK jusqu'en 1975. Il est assassiné en 1977 par les Khmers rouges.

Rouge et *L'Unité* ne publient rien à propos des réfugiés de l'Ambassade mais ils s'attacheront le 16 mai à dénoncer comme l'a fait *Libération* le 28 avril, une terrible campagne de désinformation.

Partie 2. Des camions pour acheminer les ressortissants vers la Thaïlande.

Nous avons vu précédemment que les journaux *La Croix*, *Le Monde*, *Libération* annoncent la reconduction des réfugiés à la frontière entre le 30 avril et le 2 mai. Les journaux qui ne mentionnent pas cet événement sont *Rouge* et *L'Unité*, car ils sont tous deux contraints par leur parution hebdomadaire qui cependant, ne justifie pas l'absence d'articles à ce sujet dans les numéros suivants. Par ailleurs, *L'Humanité* préfère s'attacher à la fête de la victoire dans son édition du 24 avril et n'abordera la question des réfugiés que lorsque les premiers témoignages apparaîtront.⁶⁶

Les articles publiés dans les trois journaux qui ont couvert le périple des réfugiés vers la frontière thaïlandaises sont à nouveau contradictoires. Tout d'abord, *La Croix* décrit le 3 mai 1975 « un étrange silence »⁶⁷ qui entoure la situation des réfugiés. Le 4 et 5 mai la rédaction dispose d'informations qu'elle ne peut sans doute pas vérifier puisque le conditionnel est employé pour décrire l'état de santé des réfugiés arrivés en Thaïlande qui « serait satisfaisant »⁶⁸. En revanche, le 6 mai, alors que les français viennent de regagner leur pays d'origine, les déclarations de la rédaction sont très mitigées : « ils paraissaient dans l'ensemble relativement absents », « douze ambulances étaient prévues »⁶⁹. Peu de révélations sont dévoilées et le journal décrit des personnes qui se veulent rassurantes mais qui paraissent sous « l'effet du choc ».

De son côté, *Le Monde*, le 2 mai, ne cache pas les incertitudes qui planent autour du convoi des réfugiés car « les conditions dans lesquelles s'effectue cette évacuation inspirent néanmoins de l'inquiétude au gouvernement français »⁷⁰. Ainsi, le reportage diffusé ce jour-là par IT1 dans le journal télévisé de vingt heures⁷¹, vient confirmer cette inquiétude puisque nous apprenons que le convoi qui devait arriver à treize heures ce même jour n'a toujours pas franchi la frontière. Le reportage fait également état de deux rumeurs concernant les réfugiés de l'ambassade : soit le camion n'aurait pas encore quitté la capitale, soit il serait en panne d'essence à environ quarante kilomètres de la frontière. Le journaliste remarque qu'aucune communication n'est possible avec le convoi.

Deux jours plus tard, les rédacteurs du *Monde* décrivent finalement l'arrivée des hommes, femmes et enfants à la frontière et, malgré un voyage de trois jours, « tous paraissaient en bonne santé ... quoique amaigris » et affirment avoir été « bien traités par les

⁶⁶ Jacques Coubard, « Phnom Penh : témoignages sur la libération », *L'Humanité*, 7 mai 1975.

⁶⁷ NS, « Les réfugiés de Phnom Penh : un étrange silence », *La Croix*, 3 mai 1975.

⁶⁸ NS, « Les réfugiés de Phnom Penh sont arrivés en Thaïlande », *La Croix*, 4 et 5 mai 1975.

⁶⁹ NS, « L'arrivée des réfugiés de Phnom Penh à Roissy », *La Croix*, 7 mai 1975.

⁷⁰ NS, « Les personnes évacuées de l'ambassade de France à Phnom Penh sont attendues à la frontière Thaïlandaise », *Le Monde*, 2 mai 1975.

⁷¹ Journal télévisé de 20H, *IT1*, 2 mai 1975, 1min03s

Khmers rouges »⁷². Dans cet article, le pacte de silence⁷³ qui a été conclu entre les réfugiés est évoqué : ils ne veulent en dire plus afin de ne pas mettre en danger le second convoi. Si le journal a l'honnêteté d'informer ses lecteurs en fin d'article quant à l'existence d'un tel pacte, l'auteur ne semble pas remettre en question la véracité des informations données par les réfugiés. Le 7 mai, *Le Monde* décrit à son tour l'arrivée des réfugiés en France et⁷⁴ écrit que « le calvaire qu'ils ont dû endurer se lit sur le visage de la plupart d'entre eux »⁷⁴. Cependant des précisions sont données juste après, afin de fournir plus d'éléments sur le contexte et il s'avère que ce « calvaire » est seulement dû au long voyage et à l'incertitude qu'un avion puisse quitter la Thaïlande pour rejoindre Paris. Les zones traversées par les camions ne sont nullement décrites. Dans la suite de cet article, la rédaction, comme l'a fait *La Croix*, décrit la présence de secouristes à l'aéroport qui semblent prendre en charge une vingtaine de personnes tout au plus.

Libération le 2 mai fait aussi mention du manque d'information sur les conditions de la reconduction des réfugiés à la frontière. En citant l'AFP, l'auteur annonce que des véhicules seraient tombés en panne. Cependant, continuant de soutenir la thèse d'une campagne d'intoxication qui serait à l'œuvre dans les médias, l'auteur ajoute aussitôt :

« Mais ce qui est sûr, c'est que le gouvernement et la presse française se sont entrepris d'exploiter au maximum l'affaire. [...] Sauvagnarde n'hésitait pas à déclarer que leur vie était mise en danger par le voyage en camion Phnom Penh – frontière thaïlandaise (350Km, trajet que j'ai personnellement fait en pleine guerre en 1973 en 8 heures, sans en souffrir.) [...] Sur place c'est le grand jeu : 200 diplomates et journalistes attendent les réfugiés à la frontière et font le siège des sentinelles khmères. [...] Une dernière remarque : on ne nous aura rien épargné sur la « situation dramatique » de ces réfugiés: on aurait aimé en entendre autant quand 700 000 Cambodgiens étaient massacrés par la guerre américaine. Il est vrai que pour nos humanistes la peau d'un jaune n'a jamais valu le confort d'un blanc. »⁷⁵

Ainsi, si le début de l'article se veut transparent en admettant que les journalistes ne disposent que peu d'information sur la situation, l'auteur s'empresse de contrer tous les arguments qui pourraient amener les lecteurs à adopter une position alarmiste sur le sort des réfugiés. Il critique l'emploi de « situation dramatique » pour décrire les conditions de vie des réfugiés à l'ambassade de France. Par ailleurs, la dernière phrase révèle à nouveau que la grille de lecture de l'événement, utilisée par le journal, est clairement structurée par l'axe d'opposition entre les pro-communistes anti-impérialistes, et les impérialistes anticommunistes. L'article du 5 mai 1975 vient confirmer notre analyse lorsque nous lisons que les 600 personnes sont toutes arrivées en bonne santé et que la suite logique devrait être « l'arrêt de la campagne de presse sur leur "sort dramatique" ».⁷⁶ Deux jours plus tard,

⁷² NS, « Près de 600 étrangers évacués du Cambodge sont arrivés en Thaïlande », *Le Monde*, 4 et 5 mai 1975.

⁷³ Nous reviendrons sur ce pacte dans la suite de notre mémoire.

⁷⁴ NS, « Le regard bleu », *Le Monde*, 7 mai 1975.

⁷⁵ NS, « Les tribulations des Français », *Libération*, 2 mai 1975.

⁷⁶ NS, « Les tribulations des français (fin) », *Libération*, 5 mai 1975.

le 7 mai soit le lendemain de l'arrivée des réfugiés à Roissy, le journal continue de critiquer l'intoxication médiatique menée par certains journaux.⁷⁷

L'arrivée attendue des deux convois chargés de reconduire les personnes réfugiées à l'ambassade de France vers la frontière thaïlandaise va permettre à l'opinion française de pouvoir lire ou écouter les premiers témoignages de ceux qui ont vécu la journée du 17 avril et l'évacuation de la ville. Cependant, leur expulsion du pays signifie également l'absence de tout professionnel de l'information sur le terrain.

Section 3 : Mai 1975 : l'apparition des premiers témoignages ou leur déni.

Partie 1. L'absence totale de journalistes à partir du 8 mai 1975 et le « pacte de silence » des professionnels réfugiés à l'ambassade de France.

Dans *Le Portail*, François Bizot nous livre des informations cruciales pour comprendre la raison pour laquelle aucun professionnel des médias ne va dévoiler le calvaire vécu par les cambodgiens depuis la prise de Phnom Penh par les Khmers rouges. En effet, l'auteur retranscrit dans son livre une déclaration adoptée par dix-huit journalistes qui faisaient partie du premier convoi à être rapatrié en France.⁷⁸

Phnom Penh, le 28 avril 1975. Nous, soussignés, correspondants, pigistes de presse, radios et télévisions, et photographes actuellement à Phnom Penh, nous engageons à ne rien publier dans un quelconque organe d'information et à ne faire aucune déclaration ni témoignage de quelque sorte que ce soit avant d'avoir obtenu confirmation que le dernier passager du dernier convoi a franchi la frontière thaïlandaise. Nous nous engageons d'autre part à user de toute notre influence pour empêcher les autres organes d'information à publier des informations et témoignages sur ce qui s'est passé à Phnom Penh depuis le 17 avril avant que l'évacuation des personnes réfugiées dans l'ambassade de France soit terminée. L'embargo sur la diffusion d'informations, articles, films, photos, bandes magnétiques s'entend à partir de Bangkok.

L'existence de ce pacte, conclu entre les journalistes, est évoquée dans *Le Monde* le 4 et 5 mai⁷⁹ et la justification avancée est bien celle qui est mentionnée dans la déclaration. Les journalistes expulsés du pays craignent que leurs témoignages mettent en danger le second convoi de personnes sensé arriver lui aussi, à la frontière Thaïlandaise. Tout comme son confrère, *Libération* évoque également ce « pacte du silence » le 7 mai. Contrairement au *Monde* qui se contente d'informer les lecteurs à propos de cette déclaration, la rédaction

⁷⁷ NS « Les rapatriés de Phnom Penh : le silence et l'intoxication », *Libération*, 7 mai 1975.

⁷⁸ François Bizot, *Le Portail*, Op.cit. p.352-353.

⁷⁹ NS, « Près de 600 étrangers évacués du Cambodge sont arrivés en Thaïlande », *Le Monde*, art.cit.

de *Libération* cherche à discréditer d'avance certains de leurs confrères qui pourraient spéculer sur le silence des réfugiés et publier ainsi des informations accablantes : « Certains journalistes se vengeront sans doute [du silence des réfugiés fraîchement arrivés] par d'autres crapuleries du genre de celle de France-Soir [...] »⁸⁰

Malgré l'interdiction de relater ce qu'il se passe au Cambodge, IT1 diffuse le 5 mai, le témoignage d'un réfugié qui accepte de parler, Sylvain Julienne. Ce dernier aborde les conditions du rapatriement mais reste prudent et nie l'existence de tout massacre bien qu'il parle d'exécutions.

« Ils nous ont rapatriés eux-mêmes. Les gens qui quittaient l'ambassade (cambodgiens, chinois, vietnamiens) pensaient qu'on allait les tuer, mais ils sont partis sur les routes comme les autres. Hormis des exécutions sommaires de militaires, il n'y a pas eu de massacres. »⁸¹

Un second reportage, diffusé le lendemain⁸², montre que certains réfugiés ne respectent pas le pacte. Ainsi, les témoignages nous apprennent que le voyage a été « pénible », les causes avancées sont diverses : la route était impraticable, les ponts étaient coupés, les réfugiés ont dormi une nuit dans le camion, après avoir couché dans des pagodes... Aucune autre information ne semble être divulguée.

Finalement, le dernier convoi passe la frontière thaïlandaise le 8 mai 1975. A partir de là, plus aucun journaliste ne se trouve au Cambodge. Pendant les mois qui vont suivre, les seules informations qui vont filtrer seront des témoignages des quelques personnes qui se sont réfugiées en Thaïlande et des documents officiels, produits par le régime Khmer rouge. Ces derniers sont à la fois des vidéos de propagandes, des messages radios, ou encore des déclarations officielles des dirigeants. Quant aux témoignages, ils porteront souvent sur des faits anciens, et seront remis en cause par certains journalistes, ou par d'autres témoins. Dès lors apparaît la difficulté rencontrée par les organes médiatiques : comment « faire de l'information » à partir de sources si restreintes ?

Partie 2. Des témoignages contradictoires.

Le 7 mai dans *Le Monde*, nous pouvons lire : « (...) ce jeune professeur assure « il n'y a pas eu de massacres ». Respecte-t-il en cela les strictes consignes d'embargo observées par l'ensemble des réfugiés? L'enseignant ajoute, du reste, que de l'intérieur de l'ambassade de France il était « impossible de voir ce qu'il se passait dehors » et que seuls étaient audibles

« de fréquents tirs de roquettes ».⁸³ Ce jour-là, le journal a le mérite de se poser la question sur la véracité des dires du témoin dans la mesure où le pacte du silence, signé le 28 avril est encore valable, et ce jusqu'au lendemain.

Cependant, le 8 mai, alors que les témoins sont libres de s'étendre sur leur expérience du fait de l'arrivée du dernier convoi en Thaïlande, Patrice De Beer semble ne rien avoir remarqué de terrible : « La ville était entièrement déserte (...) il n'y avait aucun cadavre

⁸⁰ NS « Les rapatriés de Phnom Penh : le silence et l'intoxication », art.cit.

⁸¹ **Journal télévisé de 13H, IT1, 5 mai 1975, 1min 51s.**

⁸² Journal télévisé de 13H, IT1, 6 mai 1975, 2min 20s.

⁸³ M.C « Un coopérant: on a un peu dramatisé », *Le Monde*, 7 mai 1975.

dans les rues »⁸⁴. Le journaliste trouve une justification à la reconduction des ressortissants étrangers vers la frontière en évoquant une scène où plusieurs français avaient volé des paysans qui les hébergeaient pendant leur périple : « Le nouveau régime pouvait-il trouver meilleure justification de sa volonté de se débarrasser de tous les étrangers? » On voit ici que cette justification paraît peu vraisemblable et qu'elle est différente de celle qu'il avance lors d'une interview diffusée ce même jour sur Antenne 2. Le journaliste affirme en effet que l'évacuation s'est imposée car elle était l'unique solution pour pouvoir réorganiser la ville et ainsi, permettre de nourrir les habitants à leur faim⁸⁵. Par ailleurs, le témoin ajoute que ce choix de vider la ville est le symbole de la volonté des nouvelles autorités de rompre avec le passé et de tirer un trait sur cette ville clef du pouvoir américain.

Le 9 mai, *Le Monde* publie un nouvel article sur « La vie à l'ambassade de France et l'évacuation de Phnom Penh »⁸⁶ qui révèle à nouveau que les nouvelles publiées sont confrontées à des témoignages contradictoires puisque désormais, « des témoins affirment avoir vu de nombreux cadavres, d'autres, qui ont passé plusieurs jours en ville, affirment n'avoir rien vu de semblable ». La rédaction décide, face à l'ampleur des contradictions qui circulent à propos de la situation à Phnom Penh, d'en avertir ses lecteurs. Dans les articles qui suivent, le journal cite à nouveau des témoins qui mettent en garde contre la terreur mise en place par les Khmers rouges dès l'évacuation de la ville.

Néanmoins, le lendemain, le journal publie à nouveau un article basé sur le témoignage de Patrice De Beer et le légitime en ajoutant, avant de le citer : « Cette réalité, notre envoyé spécial PDB la décrit, à la suite d'un long séjour au Cambodge »⁸⁷. Ici, nulle mention du fait que ce journaliste est désormais en Thaïlande, où la frontière avec le Cambodge est totalement hermétique. Dans le paragraphe suivant, l'envoyé spécial met en avant les spécificités du nouveau régime communiste et son mérite.

Ce qui ressort en quelques jours avec la parution des témoignages de Patrice De Beer est une contradiction. D'un côté *Le Monde* apparaît prudent dans ce qu'il écrit, et prend soin de rappeler aux lecteurs l'incertitude et la rareté des témoignages mais d'un autre côté il ne discrédite pas les propos de son ancien envoyé spécial au Cambodge, qui sont en totale opposition avec la circonspection affichée par la rédaction. Ce dernier est clair et déterminé : les Khmers rouges n'ont commis aucune exaction et leur révolution a le mérite de remettre radicalement en cause la société. Le caractère « maoistophile » de Patrice De Beer apparaît de plus en plus au fil des semaines.

Comme ce dernier, les rédactions de *Libération*, *L'Humanité*, *Rouge* et *L'unité* vont, dès le 9 mai, confirmer les positions plus ou moins adoptées depuis le 17 avril et ainsi reprocher aux organes d'informations de droite (*Le Figaro*, *Minute*, *France-Soir...*) de diffuser des « mésinformations »⁸⁸.

⁸⁴ Patrice De Beer, « Carnet de route: de Phnom Penh à la frontière Thaïlandaise », *Le Monde*, 8 mai 1975.

⁸⁵ Journal télévisé de 13h, *Antenne 2*, 8 mai 1975, 5min 35s.

⁸⁶ Claude Juvénal et Jean-Jacques Cazaux, « La vie à l'ambassade de France et l'évacuation de Phnom Penh », *Le Monde*, 9 mai 1975.

⁸⁷ Patrice De Beer, « Qui gouverne le Cambodge » et NS, « Phnom Penh : l'armée participe à la reconstruction du pays », *Le Monde*, 10 mai 1975.

⁸⁸ NS, « Mésinformation style *Figaro* », *L'Unité*, 16 mai 1975.

Tout d'abord, *Libération* adopte une première stratégie qui consiste à justifier toutes les nouvelles alarmantes parues dans certains journaux. Ainsi, les témoignages insistent sur la joie du 17 avril, puis, la panique liée à la fuite est justifiée par les menaces américaines qui étaient bien réelles pour la rédaction. Ensuite, en s'appuyant sur les propos de Patrice De Beer, nous apprenons que l'isolement de l'ambassade de France avait été voulu par les réfugiés qui s'y trouvaient et que, « si la situation a parfois été « dramatique », cela a surtout été dû au fait que des centaines de cambodgiens s'y étaient réfugiés le 17 avril... ».⁸⁹

Ensuite, *L'Humanité*, qui publie le 7 mai le témoignage de trois coopérants français sur l'évacuation de Phnom Penh⁹⁰, jusque là niée par la rédaction, va clore la couverture de cet événement le 9 mai. Après avoir dédramatisé les faits, puisque « les gens n'étaient pas mécontents de quitter Phnom Penh, où les conditions de vie, d'hygiène étaient catastrophiques, », le journal dénonce lui aussi les témoignages accablants publiés dans d'autres journaux « qui peuvent sembler à priori et hors du contexte de ce pays et de la guerre cruelle qui y a sévi, un peu étonnant pour un français vivant dans son pays économiquement développé. » Tout comme son confrère *Libération*, l'organe de presse du PS cherche donc à discréditer les dires des témoins qui dénoncent les exactions et les dramatiques événements ayant eu lieu depuis l'arrivée des Khmers rouges. Il publie les dires de « nouveaux réfugiés de l'ambassade de France arrivés en Thaïlande [qui] témoignent de l'hospitalité et de la générosité khmère ».⁹¹

Rouge et *L'Unité* ne reviennent pas sur les témoignages directs des réfugiés nouvellement arrivés en France. Ils s'emploient directement à discréditer et à critiquer les témoignages de ces derniers qui alarment l'opinion sans que les faits décrits soient fondés. Nous reviendrons sur les techniques discursives employées par certains médias dans une section du chapitre suivant. En attendant, nous pouvons noter que *La Croix* reste dans une position particulière face aux autres journaux étudiés. En effet, le journal publie lui aussi des témoignages à partir du 9 mai mais le ton est différent. Pendant plusieurs jours, le journal fait état d'une « ville vide », d'une ville « fantôme », de vitrines de magasins brisées, « l'asphalte est jonché de vaisselle cassée, de motos, de quelques meubles ». Il décrit des « villages incendiés », une « campagne désertée où broutent quelques buffles qui n'appartiennent plus à personne... ».⁹² Dans un petit encadré, un médecin français témoigne de la présence de cadavres égorgés au marché central de la capitale, il parle de femmes violées, mutilées. La source de cet encadré est l'envoyé spécial Patrick Clément qui a pu interviewé le médecin Bernard Piquart qui travaillait à l'hôpital Calmette.

Si le lecteur de l'époque ne peut réellement juger la véracité des propos qui sont diffusés par les médias, nous pouvons aujourd'hui remarquer que le journal *La Croix* est celui qui semble le plus réaliste dans les descriptions des premières semaines du conflit, si on se reporte aux travaux et témoignages publiés sur la question depuis la fin du conflit. Ceci étant, il serait tentant de justifier les contradictions entre les informations publiées par les journaux de notre étude par un simple manque de renseignements et de sources, mais une sorte de

⁸⁹ NS, « Le défi à l'Occident », « Diplomatie et muflerie », « Le nettoyage par le vide », *Libération*, 9 mai 1975.

⁹⁰ Jacques Coubard, « Phnom Penh : témoignages sur la libération », Art.cit.

⁹¹ NS, « De nouveaux « réfugiés » de l'ambassade de France arrivés en Thaïlande témoignent de l'hospitalité et de la générosité khmère », *L'humanité*, 9 mai 1975

⁹² Claude Juvénal, « Comment Phnom Penh est tombée? », Jean-Jacques Cazaux, « Une ville vidée de ses habitants », NS « Egorgés ou violées », *La Croix*, 9 mai 1975.

« guerre médiatique » va se poursuivre et se renforcer alors que le système communiste imaginé par les Khmers rouges se développe.

CHAPITRE 2. L'évolution du conflit ou la mise en marche du politicide : la « cécité idéologique » du Monde, de Libération, de l'Humanité, de l'Unité et de rouge? (1975- Avril 1976)

Nous avons abordé le fait que les médias étrangers font face dès le 17 avril à l'impossibilité d'envoyer des reporters sur place. Les relations diplomatiques étant rompues, les journalistes de presse et de télévision se contentent donc des informations recueillies par le biais de réfugiés qui ont quitté le pays ou des communications officielles – et rares – des membres du Parti Communiste du Kampuchea. Or, ces deux principales sources, dès le début, proposent des points de vue radicalement opposés : les réfugiés parlent d'exactions, de travail forcé et de terribles tortures dans un pays où la situation sociale et économique devient dramatique, tandis que d'autres dressent un portrait quasiment parfait du pays: il se relève de la terrible occupation américaine grâce au nouveau régime. Face à ces divergences, les journaux qui se contredisent dans les informations qu'ils diffusent les premières semaines, vont néanmoins camper sur leurs positions pendant des mois. Ainsi, dans la presse que nous situons plutôt à gauche, une remise en cause des témoignages se met en place et devient l'objet d'une bataille médiatique, tandis que différentes techniques discursives sont utilisées pour discréditer l'Autre, celui qui choisi de critiquer le régime Khmer rouge et qui est considéré comme un menteur, comme un manipulateur de l'information.

Section 1. Les techniques discursives utilisées.

Partie 1 : La distanciation : de l'effacement des intermédiaires à l'utilisation des guillemets

Tout d'abord, nous avons remarqué un premier élément au cours de nos recherches qui à trait au vocabulaire employé par les journalistes : très peu de lexique qui exprime le doute ou l'incertitude est employé. Les verbes tels que « prétendre », « paraître », « sembler », « pouvoir » mais aussi les adverbes comme « apparemment », « certainement » sont par exemple relativement absents des articles que nous avons lus.

Cette absence d'indicateurs qui souligneraient que la rédaction doute de certaines informations qui se veulent rassurantes à propos de la situation au Cambodge, peut faire apparaître deux hypothèses.

Soit les journalistes ne doutent absolument pas des informations qui leur parviennent, soit le journal ne veut en aucun cas paraître douter de ce qu'il avance. La première hypothèse s'appliquerait assez facilement si les journalistes étaient des témoins directs ou tenaient leurs informations de source sûre (quand bien même il pourrait exister une première déformation de la réalité de la part de la source en question).

En revanche, dans le cas du Cambodge, il est clair que les journalistes sont absents du pays et doivent donc passer par des intermédiaires : le journal élude donc de manière volontaire les traces de doute dans ses publications. Nous verrons plus tard les raisons d'un tel choix, et également si celui-ci était conscient ou inconscient, dans le sens où les journalistes pouvaient être intimement persuadés de ce qu'ils relataient, et donc ne s'interrogeaient pas eux-mêmes; ou bien si les journalistes voulaient faire croire leur propre vérité aux lecteurs, en utilisant les moyens discursifs adéquats pour que ces derniers prennent les informations publiées pour certaines.

A l'opposé, nous voyons que ces mêmes journaux utilisent de façon quasi-systématique des guillemets lorsque les termes massacres, réfugiés etc. sont employés. De manière parallèle à ce que nous venons de dire plus haut, les journalistes cherchent à mettre en relief le fait que les informations diffusées qui accablent le régime communiste sont erronées et que les termes employés ne sont pas adéquats.

Partie 2 : La dénonciation d'une campagne d'intoxication médiatique.

Un autre élément que nous avons remarqué dans notre étude et qui apparaît de manière criante, est le recours fréquent à la dénonciation des rédactions qui choisissent d'accorder du crédit aux témoignages accablants des réfugiés qui font état de massacres. Ces informations qui à posteriori se sont révélées vraies, sont considérées par *Libération*, *L'Humanité*, *L'Unité* et *Rouge* comme faisant partie d'une large campagne de désinformation. Ainsi, ces journaux vont s'attacher à dénoncer les publications de certains de leurs confrères et plus largement, à critiquer leurs positions anticommunistes qui les poussent systématiquement à dénigrer le régime Khmer rouge.

Tout d'abord, *L'Humanité* cherche dès le 7 mai 1975 à « porter un coup à une campagne d'intoxication »⁹³. Elle publie quelques jours plus tard, sa Une sur le délit de mensonge du *Figaro* suite à la rétractation du Docteur Piquart sur son témoignage.⁹⁴ A cette occasion, René Andrieu⁹⁵ insiste dans son éditorial en accusant ce journal de droite de « travestir les faits ».⁹⁶

Ensuite, *Libération* publie le 12 mai un article « spécial intox »⁹⁷ au titre révélateur : « Le Figaro prend-t-il ses lecteurs pour des imbéciles? ». Patrick Ruel affirme que ce journal a recours à des « faux témoignages et à la falsification de documents » afin de manipuler la

⁹³ Claude Lescure, « Phnom Penh : témoignages sur la libération », *L'humanité*, 7 mai 1975

⁹⁴ Claude Kroes, « Un témoignage accablant pour « Le Figaro » », *L'humanité*, 10 mai 1975. Nous y revenons dans la section suivante.

⁹⁵ Rédacteur en chef de *L'Humanité* de 1958 à 1984.

⁹⁶ René Andrieu, « L'Intox (suite) », *L'humanité*, 10 mai 1975.

⁹⁷ Patrick, Ruel. « Le Figaro prend-t-il ses lecteurs pour des imbéciles? », *Libération*, 12 mai 1975.

vérité pour affirmer que les Khmers rouges sont coupables d'atrocités. Il va même jusqu'à faire de la diffamation lorsqu'il parle des « sois-disant "journalistes" » du *Figaro*, après avoir fait une comparaison douteuse à propos d'un soldat Khmer rouge qui avait jeté un objet du marché au sol (lors du pillage du marché), chose qui « n'est pas plus choquant que le vol dans les supermarchés en France ». Le journaliste sort donc des éléments de leur contexte et amplifie ses propos en réutilisant les techniques discursives citées plus-haut.

La même dénonciation de la désinformation menée par certains médias est également effectuée par *Rouge*, qui publie le 16 mai un article conséquent visant à pointer du doigt certains adversaires de la vérité. Ainsi le lecteur peut lire :

« France- Inter parlera de l'extension du « totalitarisme venu du coeur de l'Asie » : Europe 1 dénoncera dans l'évacuation de Phnom Penh une « nouvelle déportation nazie » et assimilera la recherche par les Khmers de leur identité nationale à l'idéologie fasciste. La télévision , Le Figaro, sans parler des feuilles

⁹⁸

de chou de la droite, ont fait chorus ».

En désignant une liste des supposés coupables de manipulation de l'information, *Rouge* est dans un registre offensif et dénonce une sorte de complot anticommuniste. Il va même jusqu'à critiquer les sources utilisées par d'autres médias, comme nous allons le voir plus loin.

Au delà des techniques de narration employées par de nombreux journalistes, et de la dénonciation des propos de leurs confrères qui critiquent et restent plus que sceptiques à propos de la révolution des Khmers rouges, une sorte de manipulation des témoignages des réfugiés semble se mettre en place.

Section 2. L'utilisation ou manipulation des témoignages et des rares vidéos de propagande

Partie 1. La remise en cause de certains témoignages.

Alors que la presse de droite, et en tête, *Le Figaro* et *La Croix* choisissent d'accréditer les témoignages qui émergent dès la fin du mois de mai grâce aux réfugiés, les rédactions de *L'Humanité*, *Libération*, *L'Unité* et *Rougeles* contestent. La majorité des témoignages concordent pourtant et font état d'une atroce atmosphère dans le pays : les Khmers rouges sont entrain de massacrer la population, et de l'enrôler dans des travaux forcés. À cela, les médias de gauche, qui soutiennent le régime, trouvent une réponse : une terrible campagne de désinformation est créée pour discréditer la politique communiste.

IT1, comme les médias de droite accrédite les témoignages, ainsi, le 28 avril, le journaliste Raymond Girard énonce que « seuls les témoignages des réfugiés cambodgiens en Thaïlande permettent d'avoir des informations sur les conditions de vie au Cambodge » avant d'interviewé un jeune professeur d'anglais. De son côté, *La Croix*, remarque également que « les témoignages concordent pour dire que les hôpitaux ont été vidés, précipitant les malades sur les routes ».

⁹⁸ NS, « *Cambodge, vérité, mensonge et intoxication. L'information au service de l'anticommunisme* » *Rouge*, 16 mai 1975.

La manipulation des témoignages des réfugiés va particulièrement s'illustrer avec le cas du Docteur Piquart. La polémique à propos de ce témoignage naît lorsque la chaîne IT1 diffuse un reportage où le docteur revient sur ce dont il a été témoin à Phnom Penh

⁹⁹ pendant l'évacuation de la ville . Ce témoignage est accablant : il soutient en effet que les khmers rouges ont pénétré dans l'hôpital Calmette où il travaillait, avant de le forcer à soigner certains de leurs soldats et d'ordonner l'évacuation de tous les malades présents dans l'enceinte du bâtiment. Le docteur décrit également le pillage du marché central où il y a eu des morts (principalement des commerçants chinois, tués par les soldats khmers rouges). Après ce témoignage, diffusé à grande échelle puisqu'il passe sur la première chaîne publique de télévision, le docteur se rétracte sur un des éléments qu'il aborde. C'est à ce moment là que les réactions d'autres médias émergent.

Le 12 mai, Jacques Decornoy publie dans *Le Monde*:

« Il est toujours possible, compte tenu d'informations peu sûres, de déceler des invraisemblances de dates ou de mentalités (...) Faut-il ajouter sans être soupçonné d'être une « belle âme », que seraient plus qualifiés, pour dénoncer hâtivement des exactions, ceux qui n'auront pas omis, au cours de la guerre, d'accorder autant de place aux atrocités de l' » autre camp » et aux boucheries provoquées par l'aviation américaine? »

¹⁰⁰ Cet article présente à nouveau les caractéristiques étudiées précédemment et accuse, de manière détournée, les journaux sympathisants avec la droite, de ne pas être dans une position légitime pour dénoncer les soi-disantes « atrocités » des Khmers rouges. L'accusation est notamment portée à l'encontre du *Figaro* qui a repris ce témoignage dans sa publication.

Le même jour, *Libération* parle clairement d'une intoxication médiatique autour de ce témoignage. *L'Humanité* a réagi le 10 mai aux propos du docteur Piquart et affirme que ce dernier les « dément » désormais. Notons tout d'abord ici, une modification du verbe qui en dit long, car celui choisi par *L'Humanité* implique que le témoin nie l'existence même de son témoignage précédent, alors que celui-ci se rétracte, dans le sens où il avoue que ce dernier n'était pas tout à fait exact. En fait, le choix du verbe « démentir » renforce l'accusation portée au *Figaro* qui aurait clairement manipulé le témoignage et donc « travesti les faits ».

¹⁰¹ Ici, la manipulation du témoignage est indirecte: le journal accuse un tiers (*Le Figaro*) d'avoir manipuler les dires du docteur Piquart.

Cependant, la rétractation du docteur Piquart concernait un élément particulier : il n'avait pas vu de ses propres yeux les 300 cadavres. Il confirme le reste de son témoignage auprès de l'AFP. Cette information est éludée dans les journaux de gauche que nous avons étudié qui se sont bien gardés de le mentionner, sans doute pour pouvoir renforcer leurs accusations contre *Le Figaro* notamment.

Ainsi, ces journaux dénoncent une campagne de désinformation alors que de plus en plus de témoignages (la plupart concordants) pourraient remettre en cause leur opinion et leur position vis-à-vis du nouveau régime communiste. L'effet immédiat est que le lecteur qui

⁹⁹ Il nous a été impossible de retrouver les références de ce reportage qui semble avoir été diffusé aux alentours du 9 mai 1975 mais nous avons trouvé sur le site de l'INA le reportage qui a été rediffusé le 15 mai 1975 par une chaîne du satellite.

¹⁰⁰ Jacques, Decornoy, « "Témoignages" et information », *Le Monde*, 12 mai 1975.

¹⁰¹ Editorial de René Andrieu, *L'Humanité*, 10 mai 1975.

lit à la fois les témoignages et la dénonciation d'une vaste « intox » est amené à s'interroger, ou encore plus simplement, à croire la dénonciation qui elle, est rapportée par le journal auquel il fait confiance.

Après cette affaire, le journal *Rouge* va immédiatement rebondir en choisissant de dénoncer tous les « informateurs » qui sont crédités par certains journaux, mais qui se révèlent, selon la rédaction, très peu fiables. Une vaste énumération des personnes qui diffusent ces informations auxquelles peu de confiance devrait être accordée va alors être publiée. La « rétractation » du docteur sur son témoignage déroutant pour les sympathisants des Khmers rouges est donc amplifiée, toujours dans le but de discréditer les adversaires du nouveau régime cambodgien.

« Mais qui donc aura donné toutes ces « informations » grossies et répercutées par une certaine presse, la télévision et la radio? Les services américains, le Quai d'Orsay français, et quelques uns des Français venus de l'ambassade de Phnom Penh : un ancien de la coloniale qui menaçait le journaliste du « Monde » d'assassinat, des femmes refusant de partir sans leur garde-robe et leur valise de maquillage au complet, des individus n'hésitant pas à défoncer l'armoire des paysans qui les avaient hébergés pour la nuit, des « gardiens » de l'ambassade injuriant un couple de coopérants français qui avaient fraternisé avec le F.U.N.K, un docteur Piquart qui reconnaît « avoir trop parlé... », une misérable racaille coloniale. »

¹⁰²

Partie 2. L'appropriation de la « vérité officielle ».

Au delà de la manipulation évidente des témoignages, utilisée pour que ces derniers correspondent au point de vue politique que les journaux souhaitent afficher, il nous est apparu au fil de nos lectures, que certaines rédactions ont largement publié et utilisé des documents officiels. Ces derniers, appropriés de diverses manières par les journalistes, sont utilisés comme des preuves pour corroborer les positions des pro-communistes. Ainsi, ces documents semblent légitimer largement les propos de *L'humanité*, *Rouge*, *L'Unité* ou encore *Libération*. Même si la source de ces documents est clairement officielle puisqu'ils proviennent de Radio Phnom Penh, des Khmers rouges eux-mêmes ou de certains hauts dignitaires du pouvoir cambodgien, les rédactions les accréditent sans les mettre en doute.

Ainsi, les journaux cités plus haut publient à de nombreuses reprises des articles basés sur des propos officiels. *L'Humanité* se distingue dans un premier temps, par l'effacement des intermédiaires qu'elle choisit de mettre en place. Nous reprenons ici l'étude de Jean-

¹⁰³

Noël Darde qui étudie la façon particulière dont la rédaction reprend des déclarations émises par la radio nationale notamment. Ainsi, l'auteur montre comment le journal cite des vérités officielles obtenue grâce à l'intermédiaire de dépêches, et notamment celles de l'AFP de Bangkok qui a accès aux diffusions de la radio nationale cambodgienne. En fait, alors que l'intermédiaire qui sert à l'organe de presse pourrait être jugé douteux par certains,

¹⁰² NS, « *Cambodge : Vérité, Mensonge et intoxication. L'information au service de l'anticommunisme.* », *Rouge*, 16 mai 1975

¹⁰³ Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la Vérité*, op.cit, p.92.

la rédaction choisit de ne pas mentionner cette source thaïlandaise.¹⁰⁴ Jean-Noël Darde précise d'ailleurs dans son ouvrage que les lecteurs devront attendre le 19 septembre 1977 pour que la source de leurs informations (toujours les dépêches de l'agence de presse de

Bangkok) soit mentionnée explicitement.¹⁰⁵ Entre-temps, il est donc facile pour le lecteur d'oublier que les communications normales avec le pays en proie aux Khmers rouges sont coupées et qu'il y a nécessairement un intermédiaire entre la radio cambodgienne et la rédaction du journal, qui est plus ou moins objectif sur la situation.

D'autres journaux reprennent des informations officielles et mentionnent leurs intermédiaires. En utilisant ce procédé, ils semblent tous chercher à légitimer et à renforcer leurs positions quant à la renaissance du Cambodge. En effet, les documents officiels montrent généralement le succès des Khmers rouges à renouveler la société et à faire oublier les terribles années de guerre.

Ainsi, *Le Monde* reprend en titre « notre victoire est aussi celle de la Chine déclare radio Phnom Penh »¹⁰⁶ Quelques mois plus tard, le journaliste Jacques Decornoy utilise à nouveau une source officielle pour appuyer le point de vue selon lequel il n'y a aucune inquiétude à avoir pour le peuple cambodgien. Par l'utilisation de tirets, il met en relief la sûreté de la source :

"Ce peuple est à l'ouvrage jour et nuit, si l'on en croit Radio-Phnom-Pen - qu'il n'y a aucune raison de ne pas croire en ce domaine - tout le monde vit de la même façon, transporte, pioche, reconstruit, repique, ensemence, récolte, irrigue, depuis les enfants jusqu'aux vieillards. L'allégresse révolutionnaire a, parait-il, transformé le paysage humain [...] Une société nouvelle est assurément en gestation dans le royaume révolutionnaire [...]"¹⁰⁷

Libération choisit de retranscrire des déclarations de Sihanouk. Le prince, cité le 24 avril, remarque que le journal « s'est toujours montré équitable à notre (les khmers rouges et lui-même) égard »¹⁰⁸. En effet, dès le 17 avril, le journal est identifié comme un allié par les dirigeants du Cambodge puisque la rédaction affiche son soutien aux maquisards dès les premières heures de leur prise de pouvoir. Les Khmers rouges comptent sur la rédaction pendant de nombreuses années pour diffuser leur vérité officielle et il apparaît clairement que les journalistes de *Libération* ne s'y opposent pas puisque qu'ils cherchent à soutenir les Khmers rouges. Avoir l'appui des responsables officiels ne peut être qu'un atout selon eux. Le soutien mutuel entre les deux parties peut être considéré comme surréaliste à l'heure actuelle dans la mesure où les actes de torture et les massacres de masse de la période Khmer rouge sont désormais connus. Mais le plus préoccupant est de savoir quelle partie croire : les journaux qui s'appuient sur les informations officielles et qui se voient en retour

¹⁰⁴ Exemple donné par Jean-Noël Darde dans le *Ministère de la Vérité* : NS, « Une nouvelle constitution pour l'état démocratique du Cambodge », *L'humanité*, 6 janvier 1976

¹⁰⁵ « Les cambodgiens doivent obligatoirement se lever à 5 heures du matin, a rappelé samedi dans un appel aux résidents de Phnom Penh la « Voix du Kampuchea » captée à Bangkok (AFP) ». in *L'Humanité*, 19 septembre 1977.

¹⁰⁶ NS, « Notre victoire est aussi celle de la Chine », *Le Monde*, 13 mai 1975.

¹⁰⁷ Jacques Decornoy, « Une ombrageuse volonté d'indépendance guide l'action du pouvoir révolutionnaire au Cambodge » *Le Monde*, 18 juillet 1975.

¹⁰⁸ Norodom Sihanouk, « Notre victoire est le seul verdict populaire », *Libération*, 24 avril 1975.

légitimés par les Khmers rouges, ou bien les organes de presse qui dénoncent des exactions en se basant sur des témoignages de réfugiés anonymes ?

Le 10 mai, un nouvel article du même journal cite Sihanouk. Il dénonce : « la campagne de presse menée contre le FUNK » qui serait faite « de lâches calomnies démasquées ¹⁰⁹ largement par les témoignages des sois-disant victimes ». Les propos du prince viennent donc corroborer la thèse d'une vaste campagne de désinformation qui serait mise en œuvre par certains organes de presse dont la caractéristique serait d'être anticommuniste.

Cette appropriation de la vérité officielle va durer jusqu'à avril 1976 environ, date à laquelle les premiers journaux commencent à revenir sur leurs propos. Le 1er janvier 1976, *L'Unité* publie une interview de Chau Seng, un membre du bureau politique du Front Uni National Cambodgien. Le journaliste Maurice Adevah-Poeuf interroge donc une source officielle : un agent de la vérité chargé de diffuser ce que le régime khmer rouge souhaite montrer au monde. Ce dernier sélectionne donc les informations à divulguer et ne peut donc être, de manière réaliste, considéré comme une source objective. Cependant, l'article est construit de manière à ce que le lecteur ne se pose pas cette question. En effet, le journaliste prend des précautions dès le début de l'article. Il ne choisit pas l'omission, mais utilise un euphémisme en rappelant que « l'isolement volontaire du Cambodge intrigue parfois ». Cependant, les questions posées à Chau Seng paraissent presque être des questions rhétoriques dans la mesure où le journaliste ne peut réellement s'attendre à une réponse accablante quand, par exemple, il demande : « La presse internationale a longuement suggéré que la libération de Phnom-Penh s'était accompagnée d'atrocités sans nombre. Qu'en est-il ? » Comme cela est prévisible, la réponse sera en phase avec les propos du journal qui assurent que ceux qui font état de massacres et de violences au Cambodge ne cherchent qu'à discréditer les Khmers rouges.

La période de « cécité idéologique » des organes de presse sympathisants des Khmers rouges, que nous venons de détailler, semble prendre fin aux alentours d'avril 1976. En effet, même si les premières brèches qui semblent remettre en cause la clémence de ces rédactions envers les Khmers rouges apparaissent dès la fin de l'année 1975, c'est en avril 1976 qu'un tournant semble être pris.

¹⁰⁹ NS, « Joli moi de mai au Vietnam », *Libération*, 10 mai 1975.

CHAPITRE 3. Du déni au dessillement (Avril 1976 – Septembre 1977)

Le Monde commence à publier dès le mois de février 1976 des informations faisant état de plus de 800 000 morts. L'opinion publique fait donc désormais face à trois camps médiatiques. Les deux premiers campent sur leurs positions initiales en soutenant ou dénonçant respectivement le régime communiste Khmer, tandis que le dernier camp médiatique, représenté par *Le Monde* commence à concevoir l'erreur qu'il avait commise en publiant les articles « maoistophile » de son correspondant. Alors que l'on pourrait s'attendre à une réaction rapide des journaux tels que *Libération*, *L'humanité*, *Rouge* et *l'Unité*, dans la mesure où le grand journal de référence, revient sur certains de ses propos, ils vont continuer pendant de nombreux mois à défendre leur point de vue. Ainsi, en mars 77, *Libération* et *Rouge* rejoignent le camp du *Monde* en reconnaissant l'existence de massacres tandis que *L'Humanité* le fera six mois plus tard tandis que la position du journal *L'Unité* nous apparaît plus difficile à appréhender. Nous allons analyser dans ce chapitre comment les reconnaissances des torts des journaux ont été introduites dans les publications et quelles répercussions a eue cette phase de dessillement dans les autres organes de presses désignés comme adversaires au début du règne des Khmers rouges. Enfin, alors que la période qui s'étend de septembre 1977 à janvier 1979 voit le régime Khmer rouge se déliter, nous reviendrons sur la manière dont a été couverte la situation cambodgienne puisque le contexte médiatique français dénonce désormais ouvertement les pratiques mises en place pour « réorganiser » le pays.

Section 1. Différents processus de reconnaissance des crimes de masses

Partie 1 : Le Monde, un premier dessillement.

Le refus du *Monde*, de reconnaître les atrocités du régime Khmer rouge est dans un premier temps remis en question par les articles de François Ponchaud. Consacré en 1978 par son livre *Cambodge, Année Zéro*, cet homme de foi, témoin direct de la prise du pouvoir Khmer rouge tente dès le début de sensibiliser la presse et l'opinion publique en écrivant aux rédactions. « Mes articles parus dans *Le Monde* des 17 et 18 février 1976 ont eu un impact, indique-t-il. J'y annonçais déjà 800 000 morts, le chiffre le plus bas, donné par les milieux diplomatiques. *Libération* n'a pas accepté ce témoignage. » En effet, ces articles publiés par

¹¹¹
Le Monde sont les premiers qui condamnent le régime Khmer rouge et qui relatent des atrocités commises depuis presque un an. Le journal semble enfin prendre au sérieux ce témoignage qui rejoint les propos des autres réfugiés ayant quitté leur pays.

Cette toute première révélation sera complétée, les 18 et 19 avril ¹¹² par la publication d'un second témoignage, celui de Yen Savannary, un réfugié ayant désormais regagné la France. Parmi ses déclarations, le témoin rapporte de nombreux massacres dont celui, par exemple, « de fonctionnaires, de notables et de soldats de l'ancien régime » qui avaient préalablement été acheminés par huit camions vers le lieu. Des massacres de prostituées et de plusieurs femmes sont aussi abordés, tout comme la mort de nombreux vieillards et d'enfants le long de la route empruntée par les Phnom Penhois suite à l'ordre d'évacuation.

Finalement, le véritable tournant a lieu le 29 avril 1976, soit près de deux mois après la publication signée par François Ponchaud. André Fontaine revient sur l'« indignation collective » ¹¹³ face aux témoignages pourtant concordants des victimes. Cette publication marque la naissance d'un regard critique au sein de la rédaction vis-à-vis de ce qu'il se passe au Cambodge :

« Quelle qu'en soit l'ampleur, il paraît bien s'agir d'une tragédie. Le pays a été transformé en un vaste camp de concentration, d'où toute trace de liberté individuelle, toute référence aux cultures importées et même à la tradition bouddhiste, ont été bannies. (...) L'économie est purement redistributive : il n'y a plus de monnaie et le troc lui-même est prohibé ».

André Fontaine ne se contente pas de révéler un peu plus la réalité tragique dans laquelle se trouve le pays mais condamne le régime : « Que les nouveaux maîtres du Cambodge aient libéré celui-ci d'un régime cruel et pourri jusqu'à l'os ne suffit pas à priori à l'innocenter. » Finalement, le rédacteur finit son papier par un paragraphe qui analyse les facteurs ayant amené les Khmers rouges à poursuivre « l'exécution d'un dessein abstrait et glacé » et reprend certains événements historiques ayant lié violences et idéologies.

Tout au long de notre analyse des articles parus dans ce journal, il est néanmoins intéressant de remarquer les positions des rédacteurs. En effet, comme nous l'avons plusieurs fois cité, le journaliste Patrice De Beer apparaît certain de l'absence de mesures extrêmes au Cambodge depuis l'arrivée au pouvoir du PCK, ou du moins il s'attache à défendre ce régime coûte que coûte. Il semble donc, à posteriori, largement « maoïstophile » par la façon dont il couvre l'actualité cambodgienne. En revanche, le reste de la rédaction du *Monde* est tout au long des événements relativement mitigée dans ses propos, restant prudente tout en ne voulant pas accuser le régime catégoriquement, avant le mois d'avril 1976.

Partie 2 : La disparité des mises en scènes de la reconnaissance : le cas de Libération, Rouge, l'Humanité et l'Unité.

¹¹¹ François Ponchaud, "Le Cambodge neuf mois après: 1- Un travail gigantesque", *Le Monde*, 17 février 1976 et « Le Cambodge neuf mois après: 2- Un nouveau type d'hommes », *Le Monde*, 18 février 1976.

¹¹² Yen Savannary, « Deux cents jours sous le règne des khmers rouges » et Tiev Chin Leng, « Un peuple maître de son destin », *Le Monde*, 18-19 avril 1976.

¹¹³ André Fontaine, « L'indignation collective », *Le Monde*, 29 avril 1976

Le processus de reconnaissance des atrocités commises par le régime Khmer rouge est plus tardif au quotidien *Libération*. L'article de François Ponchaud paru dans *Le Monde* semble dans un premier temps avoir quelques effets mais une semaine plus tard, Patrick

Ruel et GMC¹¹⁴ vont à nouveau avancer l'argument d'une « intoxication de grande envergure » pour nier les propos des témoignages. Selon les journalistes, les témoins « s'intoxiquent » entre eux et ne font plus la part des choses entre ce qu'ils ont réellement vu, entendu ou lu. Le soutien aux Khmers rouges continue donc et ce jusqu'au mois de mars 1977. Ainsi, le 6 mai 1976, il est rapporté dans un encadré de quelques lignes qu'un pilote

Khmer rouge¹¹⁵ atteste au *Bangkok Post* qu'il n'a jamais vu la moindre exécution bien qu'il « en ait entendu parler ». Quelques semaines plus tard, le 28 mai, le journal publie dans une

rubrique « ils nous prennent pour des cons », une virulente attaque contre *Le Figaro*¹¹⁶. La rédaction revient sur un article de ce journal, paru l'avant-veille où le journaliste Jean Pouget faisait « état de massacres et d'exactions à partir de récits de réfugiés ». *Libération* s'en prend plus particulièrement à la légende indiquée en bas d'une photo qui aurait été prise en avril 75. En se basant sur la source de ce document, l'AFP, Marc Villette démontre que cette photo date en fait de 1974 (non de 1975) et que les deux protagonistes qui y figurent, dont l'un est sensé être mort si l'on lit la légende publiée par *Le Figaro*, sont bien vivants. Le journaliste conclut: « voilà donc un exemple concret de manipulation de l'information. »

Suite à cela, une période de presque un an va s'écouler sans aucune publication concernant le Cambodge. Il semble que cette phase prépare peu à peu la reconnaissance des erreurs des journalistes par la rédaction. C'est finalement en mars 1977 que *Libération* consacre une double page à la révélation des exactions du nouveau régime communiste.

Tout d'abord, Serge Thion publie un article¹¹⁷ où il emploie un ton cynique pour déclarer qu'« après Hitler, Staline, Suharto, Nixon, l'Organisation révolutionnaire du Cambodge est en train de réaliser un des meilleurs "scores" de notre barbarie moderne ». Il conseille

ensuite la lecture de deux ouvrages : *Cambodge, la révolution dans la forêt*¹¹⁸ de François

Debré et *Cambodge, année zéro*¹¹⁹ de François Ponchaud. Au fil de la critique des ouvrages qui apportent pour la première fois des récits détaillés de la situation, le rédacteur explique que c'est à cause de « l'extrême faiblesse politique » du régime que les dirigeants ont recours à « des méthodes concentrationnaires. »

Patrick Ruel, dans un autre article, dénonce alors l'« hallucinant coût humain »¹²⁰ engendré par les politiques des Khmers rouges en insistant surtout sur les décès provoqués par la famine qui frappe le pays. Cette dernière, considérée comme une conséquence directe de la guerre impérialiste qui a précédé le régime khmer rouge, permet

¹¹⁴ GMC, de ses initiales, correspondait avec Patrick Ruel mais nous n'avons pu trouver son nom exact.

¹¹⁵ NS, « Cambodge », *Libération*, 6 mai 1976.

¹¹⁶ Marc Villette, « Cambodge : le truquage d'une légende photo », *Libération*, 28 mai 1976.

¹¹⁷ Serge Thion, « Le Cambodge, l'organisation et la barbarie », *Libération*, 7 mars 1977

¹¹⁸ François Debré, *Cambodge, la révolution dans la forêt*, Flammarion, janvier 1977, 261p.

¹¹⁹ François Ponchaud, *Cambodge, année zéro*, Julliard, 1977, 250p.

¹²⁰ Patrick Ruel, « Cambodge année zéro » et « Ni tragédie, ni démence », *Libération*, 7 mars 1977.

une certaine atténuation de la dénonciation des crimes perpétrés depuis deux ans. Enfin, il complète dans un encadré¹²¹ son analyse et explique :

« La révolution khmère, même si on fait la part (et il faut la faire) des exagérations et déformations volontaires ou non, est certes terrifiante. On ne fait pas la révolution sur des charniers, on ne construit pas un pays sous la menace des fusils. C'est pourtant la réalité qui apparaît à travers les récits de ceux (environ 60 000) qui ont fui le pays. »

Le journal *Rouge* utilise un moyen détourné pour reconnaître l'existence de massacres et des mesures extrêmes prises par le PCK. Ainsi, c'est contre toute attente dans la rubrique

culture que le lecteur lit, le vendredi 18 mars 1977 un article¹²² qui évoque la situation délicate dans laquelle se trouve la révolution communiste des Khmers rouges. Cet article est en fait uniquement construit autour de la critique des deux ouvrages déjà cités par *Libération*.

« La décision politique du nouveau régime – celle du repli national – est appliquée avec une rare constance. Et la campagne anticommuniste qui fait rage autour du « cas » cambodgien force à utiliser avec le maximum de prudence les « informations » qui filtrent via la Thaïlande, les réfugiés et les ambassades. Il faut néanmoins tenter de séparer le vrai du faux, de jauger des orientations des « Khmers rouges » et de juger la situation. Deux livres récents aident à ce travail : celui de François Debré et celui de François Ponchaud, même si de façon encore limitée. »

Le livre de Debré, *La révolution dans la forêt*, est intéressant selon *Rouge* du fait de l'utilisation du témoignage d'un Khmer rouge et grâce aux documents politiques qui éclairent les manœuvres organisées à Pékin par les dirigeants chinois, américains et le prince Sihanouk. Néanmoins des critiques sont émises à l'égard de ce livre et *Rouge* enchaîne avec une meilleure critique de l'ouvrage de Ponchaud dont nous choisissons l'extrait. Le journal ne remet pas en doute les massacres perpétrés par le nouveau régime :

« Comme son titre l'indique, c'est un document nourri de témoignages, assez soigneusement reproduits, de réfugiés et d'une écoute attentive de Radio Phnom Penh, seule source permettant de dessiner l'orientation de l'actuelle direction cambodgienne. Les sources sont toujours indiquées et, si Ponchaud se lance dans des estimations impossibles, comme celle du nombre de morts depuis avril 1975, il en laisse la responsabilité à l'ambassade américaine, aux organisations catholiques etc. (...) Son livre n'est pas un réquisitoire, il rassemble les données connues sur la réorganisation sociale du pays, le bouleversement en cours des mentalités aussi bien sur la nature des exécutions qui ont marqué la victoire et ses lendemains, les déportations effectives de population ou l'organisation bureaucratique et répressive du pouvoir politique. »

Un peu plus loin, Pierre Rousset fait remarquer que les deux auteurs ne font pas partie de la « campagne communiste en cours » mais ont le « souci de l'exactitude ». La seule critique commune aux deux ouvrages est l'absence de l'analyse du politique dans ce pays et par conséquent, un certain fatalisme face aux mesures prises par ce gouvernement. L'article

¹²¹ Patrick Ruel, « Ni tragédie, ni démence », *Libération*, 7 mars 1977.

¹²² Pierre Rousset, « Le Kampuchea démocratique à l'heure du repli national », *Rouge*, 18 mars 1977.

met donc en relief le fait que le recours à de telles mesures n'était pas l'unique solution qui s'offrait au PCK.

Par ailleurs, un autre article publié le 22 avril ¹²³ revient sur la question des exécutions. Ce dernier cherche à atténuer les atrocités associées aux Khmers rouges puisque le rédacteur affirme que « les exécutions collectives et massives ne semblent pas avoir eu l'ampleur que les « mass media » ont voulu leur donner. Elles auraient concerné avant tout – si l'on en croit les études de Ponchaud lui-même-- des officiers, soldats et fonctionnaires de l'ancien régime Lon Nol. » avant d'ajouter que « le gros des pertes humaines qui ont endeuillé la première année du nouveau régime aurait eu pour cause l'épuisement, la malnutrition et la maladie. Malgré cela, le journal ne nie pas la « brutalité » des déportations mais insiste sur les particularités socio-historiques du pays qui font que la révolution khmère ne doit pas être analysée comme un « exemple de "radicalité" ». Finalement, si le journal a reconnu l'existence de massacres ciblés sur une partie restreinte de la population, il continue de défendre le projet révolutionnaire en lui-même et de dénoncer une campagne anticomuniste dans les médias. ¹²⁴

De son côté, *L'Humanité* utilise une véritable mise en scène pour dévoiler la réalité, longtemps niée, du cas cambodgien. Alors que la rédaction n'a jamais évoqué les tensions entre le Cambodge et la Thaïlande, un article est publié le 30 août 1977 ¹²⁵ à ce sujet et malgré la prudence de l'auteur, il fait état d'un conflit frontalier. Si cela montre une évolution dans la position du journal, l'article du 5 septembre 1977 ¹²⁶ est le véritable tournant qui va permettre à *L'Humanité* d'aborder la question de l'existence de massacres au Kampuchéa Démocratique commis par le PCK jusque là qualifié de « régime progressiste ».

La trame de cet article est originale. Jean-Emile Vidal reprend la lettre d'un lecteur anonyme (Claude R. de Vitry) qui fait part à la rédaction de ses inquiétudes quant aux atrocités dénoncées dans de nombreux témoignages. Il se demande ce que l'on sait réellement, et quelle est la véritable situation dans le pays. A partir de cette intervention, le journaliste rédige deux paragraphes qui résument la position du journal face aux différents événements qui ont eu lieu au Cambodge. Le ton employé change dès le paragraphe suivant qui atteste que « malheureusement, très vite, une sorte de black out s'est fait sur les nouvelles ». Ainsi, le journaliste insiste sur l'absence de communications avec le pays et le manque de sources sûres d'informations (qui a été utilisée auparavant pour dénoncer les propos tenus par certains médias qui dénonçaient le PCK).

« Il apparaît aussi que les villes-- la capitale en particulier – ont été vidées de leurs habitants au printemps 1975, et ne sont que très partiellement repeuplées aujourd'hui. Le remodelage systématique des campagnes a entraîné le déplacement d'un grand nombre de villages et de leur population (...) Le silence persistant des autorités cambodgiennes accroît notre inquiétude (..)Des atteintes [aux droits de l'homme] au Cambodge, dont l'ampleur ne peut-être appréciées mais risque d'être d'une extrême gravité, ne peuvent que susciter condamnation de notre part. »

¹²³ Pierre Rousset, « Cambodge : les retombées nationalistes d'un courant communiste », *Rouge*, 22 avril 1977.

¹²⁴ Pierre Rousset, « Intox et faux en tout genres », *Rouge*, 22 avril 1977.

¹²⁵ NS, « Cambodge », *L'Humanité*, 30 août 1977.

¹²⁶ Jean-Emile Vidal, « Que se passe-t-il au Cambodge? », *L'Humanité*, 5 septembre 1977.

La rédaction du journal prend donc une position claire puisqu'elle condamne le régime Khmer rouge pour la violation des libertés fondamentales et des droits du peuple cambodgien. En revanche, comme l'indique Jean-Noël Darde, « la condamnation exprimée en conclusion est virtuelle, sa réalisation est subordonnée au passage de l'inquiétude à

la certitude. »¹²⁷ L'auteur de cette analyse indique d'ailleurs que l'utilisation de l'article « des » au lieu de « les » pour désigner les atteintes aux droits de l'homme les atténue. Il montre également que ce revirement ne repose sur aucune révélation particulière mais est construite à partir d'une simple lettre d'un lecteur.

Le journal Le Monde réagit à cet article le jour suivant. Le titre de son article est explicite et annonce que L'humanité condamne les atteintes aux droits de l'homme. Une longue citation de la réponse de Jean Émile Vidal au « lecteur de Vitry » précède l'intervention de M-P Bas, un député RPR de Paris qui a été publiée dans Le journal officiel : « les informations sur le Cambodge soulèvent une grande inquiétude » (...) « le gouvernement français ne peut que condamner formellement les méthodes de ce gouvernement. »¹²⁸

Enfin, la position la plus complexe (si toutefois on peut hiérarchiser) est celle du journal L'Unité. Dans ce dernier, la première mention des atrocités qui se produisent au

Cambodge apparaît le 16 avril 1976¹²⁹ dans la rubrique intitulée « Ma part de vérité », rédigée comme un bloc-note, par François Mitterrand. Ainsi il aborde rapidement le sujet en mentionnant « qu'au Cambodge la mort tue à la chaîne » mais il s'épanche plus longuement sur la question dans un article rédigé le 25 avril et publié cinq jours plus tard :

« Inutile d'en chercher : il n'y a pas d'excuses. Ni dans les drames du passé, coups d'Etat, oppression, répression, ni dans ceux du présent propres à l'avènement d'un régime lui-même issu d'une révolution. Non, il n'y a pas d'excuse pour le gouvernement, pour le système, pour les méthodes des Khmers rouges au Cambodge. Je comprends et j'admets certains des arguments qu'on m'objecte. D'abord, que les rares informations dont nous disposons en Europe contiennent une forte dose de fausses nouvelles, de photographies truquées, bref de provocation. Ensuite, qu'on ne peut, d'un revers de main, effacer l'Histoire et surtout l'Histoire vécue, écrite et subie dans le sang. (...)Le devoir d'éduquer, de former les esprits aux obligations et aux choix que suppose toute rupture de société ne peut être confondu sans dommage majeur, aux conséquences infinies, avec cette épouvantable machinerie mise en place un peu partout pour broyer les consciences en brisant au besoin les corps. A Phnom-Penh on en est là. »¹³⁰

Plusieurs mois plus tard, l'homme politique est toujours aussi critique vis-à-vis du nouveau gouvernement communiste du Cambodge, conscient du biais idéologique qui pourrait fausser des positions – et qui semble avoir influencé la position des médias par rapport aux Khmers rouges :

« Quand, en avril dernier, j'ai demandé des explications au gouvernement du Cambodge sur les informations tragiques que diffusait la presse au lendemain

¹²⁷ Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la Vérité*, op.cit, p. 108

¹²⁸ NS, « "L'humanité" condamne les atteintes aux droits de l'homme », *Le Monde*, 6 septembre 1977.

¹²⁹ François Mitterrand « Ma part de vérité », *L'Unité*, 16 avril 1976

¹³⁰ François Mitterrand « *Ma part de vérité* », *L'Unité*, 30 avril 1976.

de l'évacuation de Phnom-Penh, certains m'ont accusé de joindre ma voix aux revanchards de l'impérialisme vaincu. Je ne néglige pas l'objection. Mais je crains trop qu'un Dogme socialiste ne se substitue à la Raison d'Etat, tout aussi détestable, tout aussi redoutable, pour accepter cet argument. Le socialisme ne représente pas une valeur supérieure à l'humble vérité des faits. Il ne constitue pas davantage la vérité en soi. Il est débat, recherche, approche »¹³¹

Malgré la lucidité affichée dans cette rubrique, les informations sur la situation du pays sont divulguées par bribes par la rédaction et souvent dans des articles qui ne concernent pas directement le Cambodge. Ainsi, on apprend tout d'abord « la liquidation des villes »¹³², puis la présence de 100 000 réfugiés cambodgiens en Thaïlande¹³³. *L'Unité* ne souhaite sûrement pas s'impliquer de façon trop prononcée dans la polémique qui concerne le nouveau régime communiste. Le dessillement ici est donc très discret. Nous choisissons de revenir sur ce point dans notre dernier chapitre.

Section 2. Des premiers doutes au dessillement des médias télévisés : une relative homogénéité des informations.

Partie 1 : Le cas d'Antenne 2

Du côté des médias télévisés, Antenne 2 est la première chaîne à émettre des interrogations sur la situation au Cambodge. Tout d'abord, le 13 avril 1976, Claude Gagnaie, le présentateur du journal télévisé introduit un reportage qui se base dans un premier temps sur les révélations parues dans le magazine américain « Times ». Ainsi, « il y aurait eu au Cambodge des centaines de milliers de morts depuis la prise du pouvoir par les Khmers rouges » et des images publiées aux États-Unis montrent la réalité des camps de réfugiés en Thaïlande. Le journaliste compare les propos tenus par ses confrères américains avec des vidéos de propagandes cambodgiennes avant de laisser place à des témoignages de réfugiés qui contredisent les images diffusées par le gouvernement. Ce reportage ne prend pas une réelle position vis-à-vis des Khmers rouges mais il soulève des questions et montre que la rédaction d'Antenne 2 doute sur la situation du pays.

Le 1er juin 1976, le journal télévisé de la deuxième chaîne soulève à nouveau des soupçons en choisissant de diffuser « Que se passe-t-il au Cambodge ? »¹³⁴, une interview de Jean François Chauvel (un journaliste français qui a infiltré les maquis qui tentent de résister aux Khmers rouges). Ce dernier a ramené avec lui des images exclusives de ces soldats. A l'issue de l'extrait de ce reportage, le présentateur fait remarquer qu'aucune

¹³¹ François Mitterrand, « Ma part de vérité », *L'Unité*, 21 janvier 1977

¹³² Roger Pic, « Vietnam ; un pays en chantier », *L'Unité*, 6 mai 1977

¹³³ Eliane Girard, « le sacerdoce des médecins volants », *L'Unité*, 21 juillet 1977

¹³⁴ Journal télévisé de 20H, « Que se passe-t-il au Cambodge? » avec Jean-François Chauvel et Guy Thomas, *Antenne 2*, 1 juin 1976, 6min16s

allusion n'est faite aux massacres et le journaliste répond que les témoignages qui attestent l'existence d'exactions sont présentés dans la suite du documentaire qui n'est pas diffusé en entier. Le journaliste résume les propos des cambodgiens qu'il a interviewés sur place et affirme que « sont actuellement recherchés et massacrés, fonctionnaires, militaires » et plus généralement tous les gens instruits.

Antenne 2 reste plus ou moins silencieuse sur le cas cambodgien jusqu'au mois d'avril 1977. Le 17 avril 1977 dans le cadre d'un dossier spécial ¹³⁵, le prêtre François Ponchaud est interviewé et le bilan qu'il dresse sur la situation du pays depuis l'arrivée des khmers rouges est extrêmement négatif. Quelques minutes après, un réfugié cambodgien confirme l'existence d'exactions dans son pays, perpétrées par les membres et les soldats rattachés au PCK. Le téléspectateur est donc clairement face à la réalité longtemps occultée : « j'ai vu des gens qui n'avaient ni jambes, ni bras, partir sur la route, peut-être que les téléspectateur ne peuvent pas le croire, c'est la première atrocité » des Khmers rouges en avril 1975. François Ponchaud insiste sur le mépris des Khmers rouges pour le peuple khmer et se dit « très, très, très pessimiste sur l'avenir de la race khmère » tant le régime a mis en place un système tortionnaire. Même si le présentateur, ne condamne pas explicitement les crimes commis par les Khmers rouges, il apparaît clair que les propos rapportés par les réfugiés sont accrédités par la rédaction.

Partie 2 : Le cas d'IT1

Sur la chaîne IT1, les premiers doutes émis apparaissent le 19 avril 1976 ¹³⁶, soit quelques jours après Antenne 2. Pendant le journal de vingt heures, le reportage s'intéresse aux photos publiées par Paris Match quelques jours plus tôt. Ces photos montrent une exécution, un cadavre à terre ou encore le travail forcé dans les champs. Les propos tenus par le commentateur sont les suivants :

« Pour la première fois depuis que la muraille du silence entoure le Cambodge , des documents photos nous sont parvenus, documents tragiques qui peuvent donner une idée de ce qui se passe depuis la chute de Phnom Penh aux mains des Khmers rouges (...) C'est du moins ce que l'on peut conclure si on estime que ces documents, pris clandestinement par un cambodgien qui a réussi à quitter son pays ,sont représentatifs de ce qui se passe sur l'ensemble du territoire cambodgien. Ce qui est sûr, c'est que le nouveau régime cambodgien est dur, on s'en rend compte au niveau des représentations diplomatiques de Phnom Penh (...) ils sont tous prisonniers dans leurs ambassades (...). »

Le journaliste parle ensuite d'une « double rééducation du peuple », mise en œuvre grâce au travail forcé dans les champs. Si ces documents permettent « toutes les extrapolations », les chiffres avancés de 600 000 morts en 12 mois « restent à vérifier » pour savoir si ces photos sont des témoignages d'une « dramatique exception », ou bien si elles attestent de la situation de l'ensemble du pays. Le reportage reste donc prudent mais semble vouloir donner aux spectateurs une vue d'ensemble sur le sujet (même si les sources sont à vérifier.) Par la suite, la chaîne continue de diffuser des témoignages et reste prudente en rappelant que personne ne peut se rendre sur place et que seuls les témoins peuvent raconter ce qu'il se passe. Certains d'entre eux attestent que « les Khmers rouges tuent

¹³⁵ Journal télévisé de 20H, « Le Cambodge, après deux ans », Antenne 2, 17 avril 1977, 1min54s

¹³⁶ Journal télévisé de 20H, « Photos du Cambodge », IT1, 19 avril 1976, 2min39S

par la pioche, par la hache, par le couteau » mais dans ce même reportage des vidéos de propagande officielle sont encore diffusées.¹³⁷

C'est finalement le 19 mai 1977 qu' IT1, à la suite d'Antenne 2 et sur un mode similaire, semble reconnaître réellement les massacres. Le moyen utilisé est identique : des témoins français, deux journalistes de France 3, sont invités sur le plateau pour discuter des exactions et de l'organisation des Khmers rouges. Le journaliste interroge ses confrères qui confirment un bilan d'environ un million de morts.

Alors qu'on aurait pu s'attendre, peut-être, à des divergences entre les contenus et les opinions diffusées par les journaux télévisés des deux chaînes, il s'avère que la façon dont elles couvrent les événements cambodgiens est assez similaire. En effet, en 1976, les doutes des rédactions à propos du Cambodge et des témoignages apparaissent. Les reportages diffusés toute cette année là montrent déjà des images choquantes de massacre et de réfugiés dans les camps thaïlandais. Les journalistes rappellent sans cesse le manque d'informations vérifiables et la nécessité de regarder les images avec précaution mais il semble bien que celles-ci soient accréditées. C'est finalement au printemps 1977 que des invités témoignent en direct du plateau des deux journaux télévisés des atrocités des Khmers rouges.

Section 3. L' apparition de nouvelles informations alors que le pouvoir khmer rouge se délite. (Septembre 1977 – Janvier 1979)

Alors que le système mis en place par les Khmers rouges a transformé le Cambodge en vaste camp de travail et a bouleversé les fondements de la société, des tensions apparaissent entre le Kampuchéa Démocratique et le Vietnam. Durant l'été 1977, les Khmers effectuent plusieurs incursions sur le territoire voisin, ils refusent de signer un « traité d'amitié et de coopération » avec le gouvernement vietnamien et se rapprochent de la Chine. Le Vietnam intervient au Cambodge du 31 décembre 1977 au 6 janvier 1978 et à cette occasion, plus de trois cent mille cambodgiens quittent leur pays. Finalement, l'année 1978 marque à la fois le début d'un conflit avec le Vietnam et la progressive chute du PCK. Selon les historiens, deux cent mille individus soupçonnés de posséder « l'esprit vietnamien dans un corps khmer » sont morts cette année là. C'est finalement le 25 décembre 1978 que le Vietnam envahit le Cambodge et, par la destruction des campagnes et des rizières, entraîne l'effondrement du système et du régime Khmer rouge : le 11 janvier 1979, la République Populaire du Kampuchéa, pro-vietnamienne, est proclamée.

Pendant cette période, alors que les journaux télévisés n'abordent quasiment pas les exactions au Cambodge et se contentent de couvrir le conflit avec le Vietnam, les journaux vont publier de nouvelles informations sur les crimes de masses perpétrés par le régime Khmer rouge. Tous les journaux participent à leur manière à la divulgation de nouvelles informations sur le « nouveau » Cambodge.

Tout d'abord, *L'unité*, dont le dessillement est le plus discret, dévoile quelques informations supplémentaires à ses lecteurs. Premièrement, le 14 avril 1978, après de longs mois sans aucun article concernant le pays, c'est dans la rubrique où se trouvent

¹³⁷ Journaux télévisés de 20H, IT1, 28 avril 1976, 4min33 ; 29 avril 1976, 3min45s ; 17 avril 1977, 4min 15s. ; 19 avril 1977, 1min23s.

les critiques de livres que le lecteur peut, s'il est attentif, saisir l'opportunité d'en apprendre plus sur la situation. Parmi les nombreux ouvrages présentés, quelques lignes concernent le Cambodge :

« John Barron et Anthony Paul : Un peuple assassiné, préface de Jean Lacouture (Denoël). Depuis avril 1975, la terreur règne au Cambodge. Depuis l'accession des communistes au pouvoir. Ce génocide asiatique gêne une bonne partie de la gauche européenne qui se fait plutôt silencieuse. Ce livre déchire un voile. Espérons qu'il aura quelque écho. »

Un mois plus tard, un article publié à propos d'un documentaire de José Maria Berzoca, *Au bonheur des généraux*, mentionne également la situation cambodgienne, toujours de façon détournée. La journaliste évoque « le film sur le Cambodge que nous présenta un journaliste yougoslave (A. 2, le 19 avril) » où, « devant Phnom Penh déserte, la campagne grouillant de travailleurs, les militaires hilares et les enfants esclaves aux pieds déformés par la misère,

chacun décèle la terreur, inscrite en filigrane »¹³⁸ Rien de plus n'est dévoilé pendant cette période. Les lecteurs de cet hebdomadaire rattaché au Parti Socialiste devront attendre la chute du régime Khmer rouge pour connaître plus de détails concernant les exactions des communistes au pouvoir pendant quatre ans.

Le journal L'Humanité ne publie rien sur le pays pendant une période relativement longue. En effet, du 5 septembre 1977, date à laquelle la rédaction reconnaît pour la première fois l'existence de massacres, au 2 janvier 1978, aucun article sur le sujet n'est rédigé. Il faut finalement attendre le 25 février 1978 pour lire un article, relativement court, qui

revient sur la situation.¹³⁹ Le journal reconnaît que « tous les témoignages recueillis à Ben Sang, au-delà de différences minimales tenant à des situations locales diverses, tracent de la société khmère actuelle un tableau terrifiant. » L'article fait état de nouvelles informations, que les lecteurs du journal n'avaient pu lire avant. Il parle désormais de travail forcé, d'une situation sanitaire déplorable, de nombreuses disparitions, d'arrestations arbitraires et d'assassinats. Nous remarquons dans cet article que le mot massacre n'est pas employé une seule fois. Le rédacteur préfère utiliser, une seule fois, l'expression « terreur de masse ». Désormais le journal crédite donc les nombreux témoignages. Il semble donc que la polémique sur l'éventuelle campagne d'intoxication soit close.

Par ailleurs, un autre article vient confirmer le changement de position du journal dans la mesure où le ton critique employé est tout à fait nouveau. Le journaliste critique la situation du pays après les révélations ou du moins, les images du reportage de Nikol Vitorovic, un journaliste yougoslave, diffusé la veille sur la Deuxième chaîne.

« Certes, les " campagnes sont pleines". De grands chantiers d'irrigation sont entrepris avec les moyens les plus primitifs (...) Mais au nom de quel nouveau monde, voit-on des enfants de 12 ans travailler dans un atelier ? (...) Au nom de quel monde nouveau toutes les universités sont-elles fermées depuis trois ans, envahies par les herbes? (...) Plus de monnaie dans le pays. Plus de commerce, seulement le troc de coopérative à coopérative. Plus de salaire.(...) Dans ce paradis dont on ne sait combien de vies il a coûté (...) »¹⁴⁰

¹³⁸ Gabrielle Rolin, « L'art de marcher sur les oeufs », *L'unité*, 5 mai 1978

¹³⁹ Michel Strulovici, « Des réfugiés cambodgiens témoignent », *L'Humanité*, 25 février 1978.

¹⁴⁰ Jean Emile Vidal, « Le Cambodge sur A2 : accablant », *L'Humanité*, 20 avril 1978.

De son côté, le journal *Libération* livre également de nouveaux détails au fil des semaines qui suivent la reconnaissance des massacres. Le 28 octobre, Patrick Ruel revient sur cette

« épuration sanglante »¹⁴¹. Il précise que « de source diplomatique, on affirme que cette épuration aurait fait entre 5 et 10 000 victimes. » Il est fait état de l'existence de travaux forcés et, selon le sous secrétaire d'état américain Holbrooke, il y aurait plusieurs dizaines de milliers de décès liés à la malnutrition et à des épidémies.

Malgré ces révélations, un article purement descriptif est publié en janvier 1978 et soulève à nouveau des questions à propos des témoignages. En effet, l'ambassadeur de Suède à Pékin aurait fait parvenir une lettre au Ministre des affaires étrangères de son pays où il remet en cause la validité des témoignages. *Libération* écrit : « la polémique sur la valeur des témoignages apocalyptiques rapportés par des régimes khmers sur la situation qui règne dans leur pays vient de rebondir d'une façon plutôt inattendue »

Le journal appréhende sans doute des critiques quant au soutien qu'il a pu fournir aux Khmers rouges les premières années et semble se jeter sur cette nouvelle pour démontrer que d'autres doutent des témoignages des réfugiés. En revanche, nous ne pouvons avancer une justification précise de cet article. Quoiqu'il en soit, les articles qui suivent ne font plus état de doutes quant aux témoignages, et quelques semaines plus tard, un article abordant le sort de « sept millions de cobayes »¹⁴² est publié.

Alors que le régime Khmer rouge se délite, *Le Monde* apporte également de nouvelles informations dont des estimations concernant le nombre de victimes et de réfugiés. Tout d'abord, le 18 octobre 1977, il est fait état de soixante mille réfugiés sur le sol vietnamien qui ont obtenu un droit d'asile depuis la « libération » du Cambodge. « Ils vivent dans des conditions misérables dans les faubourgs d'Ho-Chi-Minh-Ville et dans les provinces frontalières du Cambodge [...] Presque tous ces réfugiés appartiennent à l'ancienne classe

moyenne »¹⁴³ Des mois plus tard, le journal actualise les estimations avec les informations qu'il a pu obtenir. Désormais, les réfugiés seraient plus deux cent mille dans le pays voisin et le lecteur apprend également que « plus d'un millier de Cambodgiens qui avaient cherché refuge au Vietnam après la chute de Phnom-Penh, ont été remis de force par les autorités de la province d'An-Giang à celles de Takéo (Cambodge) »¹⁴⁴

Le 25 avril 1978, le lecteur peut lire les conclusions tirées du colloque d'Oslo concernant la situation du Cambodge. Ainsi, un journaliste australien avance le chiffre de cinq cent mille personnes qui auraient été massacrées tandis qu'il est rappelé que François Ponchaud estime que le chiffre est encore supérieur à cela. Ce dernier évoque également le cas des réfugiés en Thaïlande qui seraient « environ 14 000 ». Les citations du colloque, choisies par *Le Monde*, mettent en évidence l'importance que la rédaction accorde à cet événement qui, selon Jean Lacouture doit servir au « réveil de l'opinion mondiale et donne « l'occasion à l'opinion internationale de proclamer que le sort du peuple khmer, soumis à une oppression

¹⁴¹ Patrick Ruel « Le voile s'entrouve sur les mystères du Kampuchea », 28 octobre 1977.

¹⁴² NS, « Sept millions de cobayes », *Libération*, 22 avril 1978.

¹⁴³ NS, « Soixante mille réfugiés ont trouvé asile au Vietnam », *Le Monde*, 18 octobre 1977.

¹⁴⁴ NS, « Près de deux cent mille cambodgiens se seraient réfugiés au Vietnam » *Le Monde*, 31 mars 1978.

sans égale dans le monde contemporain et qui se solde déjà par des centaines de milliers de victimes, ne la laisse pas dans l'indifférence. »¹⁴⁵

Le journal continue de révéler l'ampleur des crimes de masse du régime communiste. Le 17 juin 1978 il relate qu'un massacre de soixante-dix personnes s'est produit dans un village et indique que les actes de mise à mort ont eu lieu dans la forêt¹⁴⁶. Les victimes avaient les bras liés et ont reçu un coup de pelle dans la nuque avant de glisser dans la fosse commune. Cet article cru, basé sur le témoignage d'un adolescent qui a survécu, est le premier à aborder les détails des massacres. Les historiens ont découvert bien après la chute du régime Khmer rouge que les méthodes employées étaient quasiment tout le temps identiques.

Enfin, le dernier article qui nous paraît intéressant pendant cette période est celui du correspondant à Bangkok. Il n'a pu se rendre au Cambodge mais son enquête est publiée en trois volets et synthétise différents témoignages qu'il a recueillis dans les camps de réfugiés en Thaïlande « où croupissent des dizaines de milliers de réfugiés ». Ces témoignages « donnent l'image d'un système uniformément terroriste ». On apprend que des transferts de population des villages vers les plaines par camions ont été organisés jusqu'en décembre 1975.¹⁴⁷

La Croix, le journal qui n'a jamais soutenu le régime Khmer rouge mais s'est longtemps montré suspicieux quant aux mystères du nouveau régime apparaît livrer beaucoup plus de détails que ses confrères. Le 7 octobre 1977 tout d'abord, Paul Meunier parle d'une « révolution atroce et radicale »¹⁴⁸ et affirme que le régime s'est durci. Il décrit l'« encadrement rigoureux » de la vie quotidienne des cambodgiens, enrôlés dans du travail forcé et dont les conditions de vie sont « plus dures que jamais ». « Certaines régions sont totalement vidées d'enfants, d'autres peuplées de veuves et d'orphelins. L'alimentation reste extrêmement déficiente » et « les réfugiés rapportent que tous les villages ont été détruits de fond en comble et le bois brûlé ». Rien ne semble caché au lecteur : les détails et un vocabulaire précis cherchent à souligner la situation dramatique dans laquelle se trouve le pays.

Le 16 mars 1978, le lecteur apprend qu'une révolte de paysans dans la région de Battambang a tourné au drame lorsque les soldats Khmers ont ouvert le feu sur les manifestants¹⁴⁹. Quelques jours plus tard, le journal finit par aborder la question épineuse du nombre de victimes :

« Les massacres se poursuivaient au Cambodge selon des informations parvenues à la section française d'Amnesty International. D'après le père

¹⁴⁵ Steinar Moe, « Des participants au colloque d'Oslo estiment que les Khmers rouges ont tué un demi-million de personnes », *Le Monde*, 25 avril 1978.

¹⁴⁶ U.P.I « Seul survivant du massacre de soixante-dix sept villageois », *Le Monde*, 17 juin 1978.

¹⁴⁷ R-P Paringaux, « La dynamique de la terreur », *Le Monde*, les 21-22, 23, 24-25 décembre 1978.

¹⁴⁸ Paul Meunier, « Une fenêtre s'entrouve sur le Cambodge », *La Croix*, 7 octobre 1977.

¹⁴⁹ NS, « Révolte des paysans dans la région de Battambang », *La Croix*, 16 mars 1978.

**François Ponchaud, qui a interrogé plus de 1000 réfugiés, le chiffres de 100 000
exécutés par les communistes khmers doit être pris comme un minimum. »**¹⁵⁰

Alors que le lecteur apprend également des éléments sur les camps de travail mis en place dans les campagnes¹⁵¹, le nombre de victimes aurait augmenté, elles seraient désormais 300 000 à avoir péri. Le nombre de décès survenus à cause de diverses privations et sévices pourrait atteindre les deux millions, selon un rapport sur les « violations des droits de l'homme au Kampuchéa » diffusé par le gouvernement britannique.¹⁵² L'article fait également allusion à des « épurations » au sein même du parti, qui auraient fait des victimes parmi les cadres du PCK accusés de comploter contre le gouvernement, ce qui montre la paranoïa des Khmers rouges. Enfin, le rédacteur contraste ces informations avec les dires de l'ancien chef d'État, Lon Nol, selon lesquelles il y aurait plus de trois millions de victimes.

Nous avons vu jusqu'à présent à quel point la couverture médiatique concernant les crimes de masse au Cambodge est inégale et incomplète pendant de nombreux mois. C'est finalement dans la période où le pouvoir Khmer rouge se délite, soit plus de 3 ans après son accession à la tête du pays, que les lecteurs accèdent à de nouvelles révélations. Celles-ci concernent le quotidien des cambodgiens du Kampuchéa Démocratique : les camps de travail et les mises à mort. Comment est-il possible que pendant trois ans les médias n'aient pu fournir des informations homogènes? Quels sont les facteurs qui ont poussé des journalistes à nier si longtemps les atrocités des Khmers rouges?

¹⁵⁰ NS, « Le gouvernement accusé d'avoir massacré 100 000 personnes », *La Croix*, 1er avril 1978

¹⁵¹ Philippe Flandrin, «Kampuchea 1978 : La révolution sous le sceau du secret : un chantier de huit millions de travailleurs », *La Croix*, 20 avril 1978.

¹⁵² NS, « 300 000 exécutions selon Londres », *La Croix*, 23 septembre 1978.

CHAPITRE 4. Les pistes d'explication et la publication d'excuses des journalistes qui ont perverti la réalité

Notre étude nous a donc conduit à observer la manière dont les médias français ont peu à peu dévoilé la réalité du cas Cambodgien, depuis l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges. Alors que la presse, ou du moins, les journalistes sympathisants de la gauche ont été les plus tardifs à dénoncer et à condamner les mesures prises par ce nouveau régime et les exactions qu'il a perpétrées, il est apparu que la presse de droite a quasiment immédiatement émis des doutes et des inquiétudes quant à la situation dans laquelle se sont trouvés les cambodgiens au lendemain de la « libération ». Il est donc intéressant d'examiner le contexte et les éléments qui ont pu influencer la manière dont les rédactions ont couvert l'événement.

Notre propos ici, n'est pas de soutenir la thèse selon laquelle une dénonciation immédiate de la situation, de la part de tous les médias et dès avril 1975, aurait pu limiter l'ampleur des crimes de masses perpétrés pendant quatre années. Nous essayons plutôt d'analyser ce qui a pu conduire certains journaux à nier pendant de longues périodes l'existence même des massacres.

Le premier constat qui ressort est sans conteste le manque d'information. En effet, le pays est devenu totalement hermétique quelques jours après l'arrivée au pouvoir de ses nouveaux dirigeants. Nous choisissons ensuite de nous focaliser sur le contexte de la guerre froide, sans doute un des facteurs majeurs qui a pu influencer la manière dont a été menée la couverture médiatique. Ce contexte peut sans doute expliquer que les rédactions pro et anticommunistes se soient livrées à une sorte de « bataille de la vérité ». Enfin, il nous apparaît assez clairement que les journaux dont les condamnations du régime sont les plus tardives, sont séduits par la révolution radicale qui apparaît enfin possible.

Section 1. Le manque d'information, une justification insuffisante.

Les articles et les reportages que nous avons étudiés tout au long de nos recherches ont finalement largement souligné le manque chronique d'informations sur le Cambodge. Totalement isolé du reste du monde, le Kampuchéa démocratique ne diffuse que peu de communiqués officiels et à partir de mai 1975, des témoignages apparaissent, mais comment les vérifier? Comment être certains que ceux-ci sont représentatifs de ce qu'il se passe dans le pays?

Lors de l'arrivée des Khmers rouges à l'occasion de la « libération » de Phnom Penh, il est avéré que personne ne sait qui sont ces maquisards. Si l'on sait qu'ils luttent depuis

de nombreux mois contre le régime Lon Nol, l'organisation hiérarchique de leur groupe, leur programme politique détaillé et leurs réelles intentions sont inconnus. Dans son livre qui revient sur ses erreurs en tant que journaliste (pour les articles qu'il a publié au *Nouvel Observateur* et pour *Le Monde*), et plus globalement sur les torts de plusieurs journaux français, Jean Lacouture explique :

« La plupart d'entre nous, après l'avoir souhaitée, saluaient cette victoire des forces révolutionnaires dont les programmes, notamment celui de leur congrès de février 1975, disaient qu'ils avaient pour objectif de purger leurs pays de la corruption qui en était la plaie purulente, de rétablir la justice et l'égalité et d'affirmer l'indépendance nationale. Qui, n'étant ni Mgr Lefèvre, ni Richard Nixon,

n'aurait soutenu un tel programme? »¹⁵³

Dès que Paris est informé de la chute de la capitale, longtemps attendue, c'est un soulagement, du moins dans les milieux de la gauche. Il apparaît impossible de condamner la joie associée à cette « libération ». Comme nous le montre Lacouture, personne n'imagine ce qui va se produire. Seulement, quelques heures plus tard la nouvelle qui fait état de l'ordre d'évacuation des deux millions de Phnom Penhois se diffuse. C'est à partir de là que les journaux que nous avons choisi d'étudier (hormis *La Croix*) commettent des erreurs. En effet comme nous l'avons vu, ils n'émettent pas de signes d'inquiétudes ni de doutes. Une espèce d'aveuglement apparaît et ne peut se justifier par le banal « on ne savait pas » car des dépêches accablantes s'ajoutent rapidement à l'annonce de l'évacuation. Aveuglés et donc crédules, les journalistes vont donc faire le choix de croire les rares informations officielles qui émanent du nouveau régime, comme par exemple les différentes justifications

du renvoi des Phnom Penhois dans les campagnes.¹⁵⁴

Puisqu'aucun journaliste n'est sur place et que l'entrée du pays est fermée aux étrangers, les professionnels de l'information n'ont pas de preuves directes, ni de dépêches de première main. Comme l'ont judicieusement étudié des historiens, « L'information s'accommode mal de l'assourdissant silence qui entoure les exterminations humaines comme de l'absence de preuves par l'image, devenue, avec la presse moderne, le

témoignage de la vérité. »¹⁵⁵ Cependant, dans le cas Cambodgien, l'inflation du nombre de témoignages qui émergent quelques semaines après le mur du silence mis en place par le régime, n'aurait-elle pu permettre aux journalistes de se rendre compte plus tôt de leur terrible erreur?

Patrick Sabatier, alias Patrick Ruel, journaliste de *Libération* publie un article qui revient sur ses erreurs concernant le Cambodge et les Khmers rouges, des années après la chute

des Khmers rouges. A l'occasion de la sortie du film *La Déchirure*¹⁵⁶, il s'excuse et avance quelques pistes d'explication sur la manière dont lui et ses confrères ont pu commettre d'aussi graves erreurs :

¹⁵³ Jean Lacouture, *Survive le peuple cambodgien!*, op.cit. p. 41

¹⁵⁴ La première fut celle de la menace de bombardements américains sur la capitale, puis la nécessité de réorganiser la population pour des raisons logistiques et notamment alimentaires. Le dernier argument donné par le régime est finalement que cette évacuation permet d'anéantir l'émergence d'une opposition à leur révolution.

¹⁵⁵ Christian Delporte, Marie-Anne Matard-Bonucci, Ouzi Elyada, « Les médias : l'indicible et l'in-montrable », *Le Temps des médias*, automne 2005.

¹⁵⁶ Roland Joffe, *La Déchirure*, Royaume-Uni, 1984, 138 min.

"Nombreux sont aujourd'hui les imbéciles qui peuvent ricaner de tous ceux, journalistes en premier lieu, qui ont applaudi en 1975, à la victoire des Khmers rouges. Rares sont ceux qui, à l'époque, avaient imaginé, ne fut-ce qu'une partie de ce que serait la révolution khmère rouge. Rares aussi ceux qui, dès les premiers récits de réfugiés échappés du Cambodge, ont accepté ce qui devait rapidement s'imposer -l'existence d'un auto-génocide par la combinaison de la

famine, du dogmatisme imbécile et des massacres."¹⁵⁷

Dans la seconde phrase que nous citons, le journaliste soulève le problème des sources d'information alors disponibles. Si le « on ne savait pas » n'est guère une explication acceptable pour justifier ce qui s'est produit lors de la couverture médiatique de la période Khmer rouge, c'est une justification largement avancée par les journalistes français, et notamment par ceux des journaux *Rouge* et *L'Humanité*.

Ainsi, Pierre Rousset, journaliste de *Rouge*, publie un article sur internet, le 12 mai 2009 qui revient sur le Cambodge des Khmers rouges et sur ce qu'il a publié à l'époque :

« Ce qui apparaît évident aujourd'hui ne l'était donc pas en 1975. Il faut bien comprendre pourquoi, enfonçons donc le clou : non seulement on savait fort peu de chose sur les mouvements cambodgiens, mais en plus, ce qu'on fait les Khmers rouges au lendemain de la prise du pouvoir était sans précédent. Ce que j'évoque ici, c'est une entreprise de découverte progressive, par « paliers », de ce « sans précédent », qui a conduit à une conclusion qui me paraît très importante : le mouvement Khmer rouge – ou au moins la fraction Pol Pot – n'était pas une version extrême de ce que nous connaissions déjà (le stalinisme, le maoïsme, les communismes indochinois...). Mais une autre chose qu'il fallait tenter de

comprendre. »¹⁵⁸

De façon similaire, Jean-Noël Darde qui s'est entretenu avec plusieurs membres du parti dont dépend le journal écrit :

« Mes interlocuteurs se sont trouvés tiraillés entre deux impératifs contradictoires : d'un côté me convaincre de leur sincérité et de celle de L'Humanité, c'est-à-dire me convaincre que le journal n'avait pas dénoncé le régime khmer rouge parce qu'il n'était pas en mesure de le faire : on ne savait rien; de l'autre me convaincre de leur clairvoyance, de celle du Parti et de celle du

journal : on savait des choses. »¹⁵⁹

Les membres du PCF connaissaient en effet de nombreux dirigeants Khmers rouges, qui avaient été pour la plupart formés par le parti français, à Paris. Ceci les a sans doute gêné dès le début de la dénonciation de ce régime par certains réfugiés ou journalistes. Même si cet élément est passé sous silence par le journal, ce dernier ne doute pas, pendant une longue période, du caractère démocratique de l'entreprise menée par le PCK. Alain Ruscio, ancien journaliste de la rédaction et historien, déclarait lors d'un entretien avec Darde : « Le silence de *L'Humanité* s'explique je crois », par une première réaction, celle de « l'absence

¹⁵⁷ Patrick Ruel « La déchirure », *Libération*, 13 février 1985.

¹⁵⁸ Pierre Rousset, *Retour sur le Cambodge des Khmers rouges : le « polpotisme », ses « sources », sa réalité et les questions qu'il nous pose*, 12 mai 2009, <http://www.gauchemip.org/spip.php?article10749>

¹⁵⁹ Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la vérité*, op.cit. p. 142.

totale d'informations, et encore une fois, prendre des positions sur quelque chose dont on ignore tout, tout, tout, si ce n'est les témoignages des réfugiés, c'est délicat. »¹⁶⁰

Les témoignages des réfugiés sont donc une des sources principales d'information mais ne sont pas crédités de la façon dont ils pourraient l'être. Si les deux chaînes télévisées ont une position relativement similaire, dans la mesure où les journaux télévisés laissent toujours entendre que les propos des témoignages sont à prendre avec précaution, il existe un fossé entre la manière dont *La Croix* et le reste des journaux que nous avons choisis, les ont utilisés. La presse sympathisante de gauche les utilise pour réfuter les propos des journaux plus proches de la droite qui alarment l'opinion publique. Cette rivalité entre les deux orientations politiques révèle donc une seconde manière d'expliquer la façon dont s'est déroulée la couverture médiatique de « l'événement Khmer rouge ».

Section 2. Le poids de l'idéologie et l'utilisation d'une mauvaise grille de lecture, issue de la guerre froide.

Globalement, personne n'a cru à l'existence des crimes de masses lors de l'apparition des premiers témoignages sur le cas cambodgien, dans les milieux proches de la gauche française. Les raisons de cette incrédulité sont à chercher dans le contexte géopolitique de l'époque. En effet, alors que la guerre froide bat son plein, l'accession au pouvoir de révolutionnaires communistes apparaît comme un dénouement triomphal qui met fin à cinq années de guerre et d'oppression impérialiste américaine dans le pays.

Dès 1975, la guerre qui oppose le bloc occidental au bloc soviétique rentre dans la phase qualifiée de « guerre fraîche », caractérisée par une perte de puissance des États-Unis et une expansion de la puissance de l'URSS. La poussée communiste en Afrique, en Amérique Latine et en Asie est indéniable et la théorie des dominos, imaginée dans le cadre de la doctrine Truman de l'endiguement pour justifier l'intervention américaine au Vietnam, semble prendre forme. Selon cette théorie géopolitique, le basculement idéologique d'un pays au profit du communisme entraînerait inévitablement les pays voisins selon le schéma d'une chute de dominos. Ainsi, l'arrivée au pouvoir des communistes au Laos et au Cambodge, après le Sud-Vietnam est vue comme une défaite américaine qui vient affaiblir sa position face au bloc communiste.

La gauche et encore plus l'extrême gauche française s'élèvent alors pour fêter une victoire dans ce contexte bipolaire où pro-communistes affrontent anticommunistes, tandis que la droite émet des doutes puis condamne rapidement le nouveau régime cambodgien. Si le jour de la victoire, la position des journaux sympathisants avec la gauche peut se comprendre, il semble que la longue guerre médiatique qui va opposer les journaux français s'explique par cette grille de lecture.

Nous avons cité les excuses de Patrick Sabatier, du journal *Libération*, datant du 13 février 1985. Celles-ci révèlent qu'« à trop avoir voulu "avoir raison" de cette guerre, on s'est laissé aveugler, on n'a rien vu, rien compris- ou presque ». Le journaliste parle d'un « aveuglement », qualifiable d'idéologique :

¹⁶⁰ Ibid. (p. 165)

"Les spectateurs du film (la Déchirure, ndlr) apprécieront la stupidité de l'auteur de ces lignes. Il a fallu la mort d'un ami aux mains des Khmers rouges, la rencontre avec un Pin Yathai (auteur de l'Utopie meurtrière), puis la visite des champs de la mort Khmers rouges et des camps de réfugiés en Thaïlande, au lendemain de l'invasion vietnamienne (en janvier 1979, ndlr), pour que je regarde en face la vérité de l'aveuglement qui avait été le mien comme celui d'autres. Un aveuglement qui a ses raisons, mais n'a pas d'excuse"¹⁶¹

Cet aveuglement idéologique, qui n'a pas été avoué par tous les journalistes mis en cause pour la tardive révélation de l'atrocité du régime Khmer rouge, est également abordé par Alain Ruscio qui avoue que le contexte idéologique a amené *L'humanité* à réfuter toutes les accusations des milieux de droite. « La guerre idéologique fait que la réalité d'un pays peut être complètement transformée, déformée, par les médias hostiles et que donc, à priori, ce que disent ces médias nous paraît suspect. »¹⁶²

Cette « guerre idéologique » est particulièrement visible à travers les articles publiés par *Rouge* et par le journal *L'Unité*. En effet, dans le premier le lecteur peut lire des déclarations comme « la victoire de la révolution indochinoise aggrave brutalement la crise du système de domination impérialiste de la région issu des années 50 »¹⁶³. Juste avant l'arrivée au pouvoir des Khmers rouges, le journal affirmait :

« Aussi longtemps que la lutte des peuples indochinois se poursuit, la solidarité doit s'affirmer, militante. .. La victoire des peuples d'Indochine sera celle de tous les travailleurs du monde! Tous aux manifestations de solidarité! »¹⁶⁴

D'une façon similaire, *L'Unité* organise la couverture médiatique concernant le sud asiatique en suivant un seul fil conducteur, celui de l'échec de la doctrine Truman. Ce choix illustre à nouveau à quel point le contexte de la guerre froide semble pousser les rédactions des journaux à se positionner, du côté de l'un des deux blocs qui s'affrontent, en suivant leurs obédiences politiques. Ainsi, les journaux proches de la droite française défendent clairement le bloc occidental et l'interventionnisme américain tandis que la gauche française et ses organes de presse sont plus cléments vis-à-vis du communisme, critiquant le rôle joué par les États-Unis et par le colonialisme au Cambodge.

Section 3. L'attrait d'une révolution radicale.

La révolution qui se produit en 1975 au Cambodge est radicale dans la mesure où elle est menée dans le but de changer la société dans son ensemble. Cette utopie communiste est tournée vers le retour à la terre, vers l'abandon de la notion de propriété (intellectuelle ou privée). Par ailleurs, les liens sociaux et familiaux sont rompus, les classes sociales sont éliminées. En fait, toutes les traces de la civilisation occidentale doivent être effacées,

¹⁶¹ Patrick Ruel « La déchirure », *Libération*, 13 février 1985.

¹⁶² Jean-Noël Darde, *Le Ministère de la vérité*, op.cit.

¹⁶³ NS « L'Indochine, et après ? », *Rouge*, 23 mai 1975.

¹⁶⁴ NS, « Tous aux cotés des combattants indochinois », *Rouge*

la monnaie est abolie, les lieux d'enseignement du secondaire et du supérieur sont abandonnés et les pratiques religieuses ont presque disparues.

Face à ce tournant pris par les Khmers rouges, et déjà annoncé peu avant la prise de Phnom Penh, les sympathisants de la gauche française et de l'extrême-gauche s'enthousiasment et veulent croire au succès de leur politique, même si des informations tragiques commencent à être dévoilées. L'attrait de cette révolution radicale transparait dans les nombreux articles des journaux que nous étudions et s'inscrit parfaitement dans la lutte anti-coloniale et dans le processus d'émancipation des anciens protectorats que soutiennent les partis de gauche.

Rouge évoque une « victoire des forces révolutionnaires » qui est « totale » et on peut lire:

165

« La libération de PP, c'est l'actualité de la révolution indochinoise, c'est l'actualité de sa transcroissance socialiste. (...) Mais c'est avant tout un encouragement considérable à la lutte des travailleurs du monde et à l'affirmation

166

de notre solidarité de communistes à l'égard d'une révolution en marche. »

Le journal maintient sa position pendant de nombreux mois et le dessillement de la rédaction face aux crimes de masse a lieu à partir de mars 1977. Jean-Paul Salles qui a étudié la

167

question¹⁶⁷, parle d'un « effort désespéré » du journaliste Pierre Rousset, pour accuser l'impérialisme d'être la cause majeure de la mort de nombreux cambodgiens- alors que les Khmers rouges sont au pouvoir. Il note que c'est à partir d'avril 1978 que le journal Rouge « se décide à parler de 'l'action parfois criminelle des dirigeants khmers', des 'travaux forcés' à grande échelle dont ils sont rendus responsables ». Sa conclusion met en relief le fait que « les dirigeants de la LCR ont mis longtemps à comprendre et à reconnaître que les communistes cambodgiens, les Khmers rouges, avaient transformé leur pays en enfer ». Cette analyse est assez intéressante dans la mesure où, face à ce nouveau régime et à cette révolution radicale (qui commence par l'évacuation des grandes villes afin de permettre un « retour à la terre » et une abolition du capitalisme), les partis de gauches sont d'une certaine façon admiratifs.

Dans *Le Monde*, Patrice De Beer est fasciné par "ce communisme [qui, bien qu'il] tire son inspiration du modèle chinois, a un caractère original" et ajoute que, « pour la première fois, une révolution a remis en cause radicalement la société. Pour la première fois, la victoire a été uniquement l'œuvre des paysans ». Il conclut en jugeant que « personne ne peut se

168

permettre de juger une expérience aussi nouvelle, aussi révolutionnaire. »

Ces quelques exemples illustrent donc la manière dont le régime Khmer rouge est apparu comme une nouvelle voie qui permettrait une révolution totale, une émancipation radicale du pays qui a été trop longtemps sous le joug des grandes puissances occidentales (ancien protectorat français puis victime de l'ingérence américaine dans le cadre de la doctrine Truman). Ainsi, *L'Humanité*, *Rouge*, *L'Unité*, *Libération* et *Le Monde* (notamment à travers les propos de ses journalistes maoistophiles comme De Beer et Decornoy) partagent tous des torts pendant une période plus ou moins longue au sujet du déni des massacres

¹⁶⁵ Pierre Rousset, « Indochine vaincra », *Rouge*, 2 mai 1975

¹⁶⁶ Pierre Rousset, « 19 avril 1975 : Phnom Penh libérée, Indochine vaincra », *Rouge*, 15 avril 1975.

¹⁶⁷ Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire. Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage?*, Rennes, PUR, 2005.

¹⁶⁸ Patrice De Beer, « Qui gouverne le Cambodge? », *Le Monde*, 10 mai 1975.

au Cambodge. Jean Lacouture analyse d'ailleurs la manière dont certains journalistes continuent de nier les exactions khmers rouges, après la diffusion du film yougoslave le 19 avril 1978, qui ne peut être plus explicite sur la situation :

«[...] ce film de 52 minutes a fait passer d'un coup d'information sur le Cambodge de l'approximation au témoignage, du probable au certain. A partir de ce moment, ceux qui ne voient pas, ne savent pas, sont seulement ceux qui, par passion idéologique, par fidélité paranoïaque, par engagement inconditionnel, ne veulent pas savoir. »

¹⁶⁹

Enfin, il apparaît que le journal qui a évité le plus longtemps d'aborder en détail les crimes de masse et la responsabilité des Khmers rouges dans le drame cambodgien, est *L'Unité*. Comme nous l'avons déjà souligné, seul Mitterrand, dans le bloc-note de l'hebdomadaire, a évoqué quelques inquiétudes au sujet des Khmers rouges. Mais c'est finalement en 1979 que des articles se font plus précis. Le 12 janvier, la conclusion d'un article explique :

« Il faut souhaiter à ce peuple, qui depuis plus de trois ans a subi le délire paranoïaque des dirigeants de Phnom Penh, d'éviter d'avoir à fuir dans quelques mois leur pays, comme le font chaque jour des Vietnamiens. L'histoire a parfois un goût de regret. Espérons que pour les Cambodgiens elle cessera d'être amère. »

¹⁷⁰

En juin, le journal tente d'amoindrir la responsabilité des Khmers rouges dans la mort de nombreux cambodgiens en mettant sur un pied d'égalité le nombre de leurs victimes et de celles des bombardements américains d'avant la « libération », tout en insistant sur le problème de la famine:

« Quoiqu'il en soit, le peuple khmer, qui comptait dix millions d'hommes, en a perdu deux millions du fait de la guerre américaine. Deux millions auraient été anéantis par le régime de Pol Pot et, dans les mois qui viennent, si la situation internationale reste la même, des centaines de milliers de Cambodgiens vont mourir de faim. »

Mais l'article le plus significatif de ce journal date de novembre 1979, soit plus de dix mois après la chute du régime Khmer. Le lecteur y apprend de façon explicite que :

« Une chose est désormais à peu près acquise : les épreuves subies par le peuple cambodgien, depuis la chute du gouvernement Lon Nol et l'arrivée des Khmers rouges de Pol Pot au pouvoir, en 1975, sont comparables à celles subies par le peuple juif durant la Seconde Guerre mondiale ou le peuple arménien au cours de la Première Guerre mondiale. Les choses sont même plus graves dans le cas du Cambodge. Ce petit peuple risque bel et bien de disparaître pour de bon, soit de mort brutale, soit de l'exode, soit de la faim. Il y avait huit millions de Cambodgiens en 1975 ; il en subsiste quatre aujourd'hui... Il faut rappeler que le fanatisme et le délire du régime de Pol Pot ont coûté la vie à près de deux millions et demi de Cambodgiens ! Des hommes, des femmes et des enfants sont morts exécutés et exténués dans les rizières et dans les fossés.

¹⁶⁹ Jean Lacouture, *Survive le peuple Cambodgien!*, Op.cit. p.81

¹⁷⁰ Antoine Violet, « Paix en Indochine », *L'unité*, 12 janvier 1979

La déportation des populations des villes a fait disparaître presque toute l'élite intellectuelle, commerçante et artisanale du pays. Ceux qui ont pu s'aventurer en territoire cambodgien ces derniers temps ont vu dans la jungle les charniers où se décomposaient les cadavres entassés par les militants khmers rouges, lorsque ces derniers battaient retraite devant les forces vietnamiennes mais faisaient encore régner leur terreur dans les villages ou les campagnes. De ce point de vue, il faut le dire, l'invasion vietnamienne de janvier 1979 a été la fin

171

d'un cauchemar pour le peuple khmer. »

Nous avons ici rencontré des difficultés pour comprendre les raisons pour lesquelles ce journal s'est longtemps refusé à analyser plus en détails les horreurs du régime de Pol Pot. Finalement, peut-être que la raison d'un dessillement discret est à chercher du côté de la position du Parti Socialiste à l'époque. Ainsi, jusqu'en 1977, l'Union de la Gauche rassemble ce parti, le parti des Mouvements Radicaux de la Gauche et le Parti Communiste Français au sein d'une alliance électorale. Le 19 mai 1974, François Mitterrand perd de peu les présidentielles face à Valéry Giscard d'Estaing mais les socialistes entament néanmoins leur marche au pouvoir, qu'ils obtiennent en 1981. Ainsi, *L'Unité* dirigé par Claude Estier a peut-être souhaité rester discret sur l'erreur de couverture médiatique et sur le soutien initial que les Khmers rouges avaient reçu de la gauche française. Dans une période de montée en puissance du parti socialiste il était probablement important pour eux de ne pas aborder de façon trop détaillée les terribles politiques mises en œuvres par les communistes cambodgiens pour ne pas jeter un discrédit irréversible sur les mouvances socialistes qui sont facilement associée à l'époque, avec les terribles politiques communistes.

¹⁷¹ NS, « *Cambodge : au coeur des ténèbres* », *L'unité*, 9 novembre 1979.

Conclusion

L'analyse de la couverture médiatique des crimes de masse perpétrés au Cambodge sous le régime Khmer rouge a permis d'étudier la manière dont les médias traitent l'information. Lors de la prise de la capitale, les maquisards semblent avoir d'emblée conquis les milieux politiques de gauche dans la mesure où ils proposent un projet communiste abouti et radical. Seulement, alors qu'ils souhaitent relever leur pays de l'impérialisme américain et de l'emprise coloniale, ils mettent en place un véritable système génocidaire. Le manque d'information liée au repli du pays sur lui-même et au refus de la présence de journalistes impose aux médias de couvrir l'événement à partir de sources restreintes. Ainsi, chaque journal doit trouver ses informations dans les témoignages, dans les publications officielles ou dans les rares interventions des Khmers rouges à la radio de Phnom Penh (qui est captée en Thaïlande).

L'étude des articles publiés sur la période fait ressortir une forte disparité quantitative et qualitative des informations. Tout d'abord, *Le Monde* est le journal qui publie le plus d'articles

sur la période ¹⁷², mais assez vite, un réel fossé se crée entre les rédactions des différents médias. Sur la période allant de la prise de pouvoir par le PCK, en 1975, jusqu'au mois d'avril 1976, seule *La Croix* émet des doutes sur les mesures politiques adoptées par le nouveau régime et crédite les témoignages des réfugiés. A l'opposé, le *Monde*, *Libération*, *l'Unité*, *l'Humanité* et *Rouge* affichent de façon plus ou moins explicite leur soutien aux Khmers rouges dès leur victoire et par là même, viennent contredire les propos de certains de leurs confrères qui exposent leurs inquiétudes à leurs lecteurs. Même si *Le Monde* n'est pas un journal de droite mais se classerait plutôt comme un journal du centre, relativement modéré dans ses opinions politiques, ses journalistes de l'époque : Patrice De Beer et Jacques Decornoy, apparaissent clairement maoïstophiles.

Après avoir étudié les techniques discursives utilisées par les rédactions des journaux qui soutiennent le PCK, il est apparu que les journalistes ont eu recours à des processus permettant de reprendre des « vérités officielles », de dissimuler l'origine des sources des dépêches, et de nier ou manipuler des témoignages. Par ailleurs, le choix de certaines rédactions, (et en particulier celles de *Libération*, *L'Humanité*, *Rouge* et *L'Unité*), de dénoncer une vaste campagne d'intoxication médiatique menée par les journaux de droite, a été le plus marquant. En effet, une vraie guerre médiatique a été menée par ces journaux contre les professionnels de l'information qui critiquaient les Khmers rouges et alarmaient l'opinion publique grâce à des témoignages accablants, faisant état de nombreux massacres.

Finalement les atrocités des Khmers rouges ont été dévoilées progressivement par les journaux qui les niaient depuis de nombreux mois. Le tableau ci-dessous reprend les différentes dates et le nom des journalistes qui ont écrit les premiers articles que nous considérons être les points de départ de la reconnaissance des crimes de masse :

¹⁷² cf. Annexe n°1.

Nom du journal :	Début de la reconnaissance des atrocités des Khmers rouges:
Le Monde	Février – Avril 1976 (André Fontaine)
L'Unité	Avril 1976 – Janvier 1977 (François Mitterrand)
Libération	Mars 1977 (Serge Thion – Patrick Ruel)
Rouge	Mars – Avril 1977 (Pierre Rousset)
L'Humanité	Septembre 1977 (Jean-Émile Vidal)

Le premier à revenir sur ses propos est *Le Monde*, en avril 1976. Alors que les articles que publie le journal pourraient avoir un effet immédiat sur les autres parutions, presque un an s'écoule avant que ses confrères de *L'Unité*, *Libération* et de *Rouge* informent également leurs lecteurs de l'horreur de la réalité au Cambodge en mars 1977. Finalement, *L'humanité* suit en septembre de la même année.

De leur côté, les journaux télévisés semblent être dans une position qu'on peut qualifier de modérée. En effet, alors que *La Croix* et les autres journaux de droite critiquent rapidement le régime, affirmant ainsi leur position anticomuniste, les médias télévisés émettent des doutes dès le mois d'avril 1976 sur la vie imposée aux cambodgiens par les Khmers rouges, à peu près à la même période que *Le Monde*. Malgré tout, leurs prises de position ne semblent pas éveiller leurs confrères journalistes quant aux atrocités en cours au Cambodge.

Dans notre dernier chapitre, nous avons essayé d'éclaircir les raisons pour lesquelles les journalistes de gauche et ceux de droite se sont autant confrontés sur la question de l'existence des massacres. Les positions affichées par les professionnels sympathisants de la gauche semblent avoir été surtout biaisées par le contexte géopolitique de l'époque et par l'attrait qu'offrait la révolution radicale des Khmers rouges. En effet, dans la mesure où pro et anticomunistes s'affrontaient sur la scène internationale, il semble que les journalistes aient rapidement choisi de défendre l'un des deux camps.

Par ailleurs, on ne peut nier l'influence qu'a pu avoir le manque d'information sur les publications des premières semaines après l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir, mais celle-ci ne justifie pas la négation des nombreux témoignages de réfugiés qui apparaissent rapidement. En effet, il apparaît que les journaux (de gauche et de droite) se sont tous empressés, dès la chute de Phnom Penh, d'appliquer leurs grilles de lecture idéologiques pour couvrir l'événement, en discréditant systématiquement les récits des témoins. Face à cette rapide prise de position des rédactions, les reportages diffusés sur Antenne 2 et IT1 sont donc plus modérés dans le sens où des doutes apparaissent dès le début de l'année 1976. C'est enfin au printemps 1977 que la condamnation d'Antenne 2 et d'IT1 sera claire : les deux chaînes invitent sur leurs plateaux des témoins français qui ont vu de leurs propres yeux les atrocités du régime.

Cette étude tend donc à condamner la manière dont les journalistes sympathisants de la gauche ont couvert l'événement. La prise en compte des facteurs qui ont influencé celle-ci est indispensable pour éclairer au mieux ce qui s'est passé. Les journalistes n'ont pas seulement été biaisés par le manque d'information initiale et les mauvaises interprétations qui en ont découlé : le contexte de la guerre froide et les lignes éditoriales sont des éléments à prendre en compte.

Néanmoins, notre travail de recherche nous a confronté à la difficulté de justifier ou du moins de comprendre l'ensemble des rouages qui ont pu conduire à un tel déni des crimes de masse. En effet, si le manque d'information et le contexte géopolitique de l'époque

sont relativement compréhensibles, le rôle des penchants idéologiques de chaque organe d'information est bien plus délicat à appréhender. Dans ce paramètre qui a influencé la couverture médiatique des crimes de masse, les stratégies électorales de l'époque, les positions personnelles des rédacteurs en chef ou de certains journalistes dépendent peut-être même d'autres facteurs de nature notamment professionnelle.

Finalement, si ce mémoire nous montre de quelle façon les médias sont dépendants de leur ligne éditoriale et à quel point le contexte géopolitique influence leur position, il est bien compliqué de comprendre l'ensemble des facteurs qui peuvent les amener à déformer la réalité de manière consciente ou inconsciente. Parler de l'objectivité des médias apparaît donc délicat, surtout dans le contexte de la guerre froide, à l'heure où l'objectif de la « nouvelle presse » dans les années 1970, était de se libérer des carcans de la politique. Enfin, malgré les erreurs de chacun, tout le monde était loin d'imaginer à quel point le régime des Khmers rouges était loin d'imaginer à quel point le régime des Khmers rouges était violent et radical. En effet, environ deux millions de morts soit un quart de la population cambodgienne ont perdu la vie en l'espace de quatre ans.

Sources

Inventaire des collections de presse consultés

La Croix

Paul Meunier « Phnom Penh aux mains des Khmers Rouges, la capitale cambodgienne est tombée jeudi matin », 18 avril 1975

Paul Meunier, « Phnom Penh : l'inévitable confusion », 19 avril 1975.

NS, « Cambodge : les Khmers rouges font évacuer Phnom Penh » *La Croix*, 19 avril 1975.

NS, « Situation toujours confuse au Vietnam et au Cambodge », *La Croix*, 20 avril 1975.

NS, « Cambodge : inquiétude pour le sort du millier de réfugiés de l'ambassade de France », 23 avril 1975.

NS, « Saigon cherche une équipe de négociation », 25 avril 1975.

NS, « Cambodge: Evacuation prochaine des réfugiés de l'Ambassade de France », 2 mai 1975

NS, « Les réfugiés de Phnom Penh : un étrange silence », 3 mai 1975.

NS, « Les réfugiés de Phnom Penh sont arrivés en Thaïlande », 4 et 5 mai 1975.

NS, « L'arrivée des réfugiés de Phnom Penh à Roissy », 7 mai 1975.

Claude Juvénal, « Comment Phnom Penh est tombée? », 9 mai 1975

Jean-Jacques Cazaux « Une ville vidée de ses habitants », 9 mai 1975

NS « Egorgés ou violés », 9 mai 1975

Paul Meunier, « Une fenêtre s'entrouve sur le Cambodge », 7 octobre 1977.

NS, « Révolte des paysans dans la région de Battambang », 16 mars 1978.

NS, « Le gouvernement accusé d'avoir massacré 100 000 personnes », 1er avril 1978

NS, « 300 000 exécutions selon Londres », *La Croix*, 23 septembre 1978.

L'Humanité

NS, « Après cinq ans de résistance Le peuple Cambodgien vainqueur : PP fête sa libération », 18 avril 1975.

NS « La victoire de Phnom Penh », 18 avril 1975.

NS, « Des dizaines de milliers de paysans réfugiés dans Phnom Penh regagnent leurs villages. », 19 avril 1975

- NS, « Phnom Penh : à l'ordre du jour, un Cambodge indépendant, pacifique et prospère », 23 avril 1975.
- NS, « Sirik Matak, l'un des principaux traîtres n'avait-il pas trouvé refuge à l'ex-ambassade de France? », 30 avril 1975.
- Jacques Coubard, « Phnom Penh : témoignages sur la libération », 7 mai 1975.
- Claude Lescure, « Phnom Penh : témoignages sur la libération », 7 mai 1975.
- NS, « De nouveaux "réfugiés" de l'ambassade de France arrivés en Thaïlande témoignent de l'hospitalité et de la générosité khmère », 9 mai 1975.
- Claude Kroes, « Un témoignage accablant pour "Le Figaro" », 10 mai 1975.
- René Andrieu, « L'Intox (suite) », 10 mai 1975.
- NS, « Une nouvelle constitution pour l'état démocratique du Cambodge », 6 janvier 1976
- Michel Strulovici, « Des réfugiés cambodgiens témoignent », 25 février 1978.
- Jean Emile Vidal, « Le Cambodge sur A2 : accablant », 20 avril 1978.

Libération

- NS, « Le drapeau de la résistance flotte sur Phnom Penh », 17 avril 1975.
- NS, « Cinq ans de résistance » 17 avril 1975.
- Patrick Ruel, « De la résistance à la révolution », 17 avril 1975.
- NS, « Sept jours de fête pour une libération », 18 avril 1975.
- Patrick Ruel, « Une lente maturation », 18 avril 1975.
- NS, « Cambodge : la joie et la crainte », 19 avril 1975.
- NS, « Evacuer ou organiser », 19 avril 1975.
- NS, « Lon Nol Lulu », 19 avril 1975.
- Norodom Sihanouk, « Notre victoire est le seul verdict populaire », 24 avril 1975.
- NS, « Vérité et mensonge », 28 avril 1975.
- NS, « Khieu Samphan et les « tâches révolutionnaires », 29 avril 1975.
- NS, « L'ambassade de France évacuée », 30 avril 1975.
- NS, « Les tribulations des Français », 2 mai 1975.
- NS, « Les tribulations des français (fin) », 5 mai 1975.
- NS, « Cambodge », 6 mai 1976.
- NS « Les rapatriés de Phnom Penh : le silence et l'intoxication », 7 mai 1975.
- NS, « Le défi à l'Occident », 9 mai 1975
- NS, « Diplomatie et muflerie », 9 mai 1975
- NS, « Le nettoyage par le vide », 9 mai 1975.
- NS, « Joli moi de mai au Vietnam », 10 mai 1975.

Patrick Ruel, « Le Figaro prend-t-il ses lecteurs pour des imbéciles? », 12 mai 1975.
Marc Villette, « Cambodge : le truquage d'une légende photo », 28 mai 1976.
Serge Thion, « Le Cambodge, l'organisation et la barbarie », 7 mars 1977
Patrick Ruel, « Cambodge année zéro », 7 mars 1977.
Patrick Ruel, « Ni tragédie, ni démence », 7 mars 1977.
Patrick Ruel, « Le voile s'entrouve sur les mystères du Kampuchea », 28 octobre 1977.
NS, « Sept millions de cobayes », 22 avril 1978.
Patrick Ruel « La déchirure », 13 février 1985.

Le Monde

Patrice De Beer, « Au Cambodge : l'écroulement des illusions », 17 avril 1975
NS, « Phnom Penh est tombée », 18 avril 1975.
NS, « Enthousiasme populaire », 18 avril 1975.
NS, « Invoquant une menace de bombardements aériens, les Khmers rouges ordonnent aux civils d'évacuer Phnom Penh », 19 avril 1975.
Patrick De Beer, « Monsieur Long Boret s'est rendu », 20 et 21 avril 1975.
Alain Bouc, « Trois journées de réjouissances sont organisées pour marquer la victoire des Khmers rouges », 25 avril 1975.
NS, « Les Khmers rouges affirment que le pays est « totalement libéré » », 26 avril 1975.
NS, « M. Khieu Samphan confirme que le prince Sihanouk demeure chef de l'état », 29 avril 1975.
NS, « Près de 600 étrangers évacués du Cambodge sont arrivés en Thaïlande », 4 et 5 mai 1975.
NS, « Le regard bleu », 7 mai 1975.
M.C, « Un coopérant: on a un peu dramatisé », 7 mai 1975.
Patrice De Beer, « Carnet de route: de Phnom Penh à la frontière Thaïlandaise », 8 mai 1975.
Claude Juvénal et Jean-Jacques Cazaux, « La vie à l'ambassade de France et l'évacuation de Phnom Penh », 9 mai 1975.
Patrice De Beer, « Qui gouverne le Cambodge », 10 mai 1975
NS, « Phnom Penh : l'armée participe à la reconstruction du pays », 10 mai 1975.
Jacques, Decornoy, « "Témoignages" et information », 12 mai 1975.
NS, « Notre victoire est aussi celle de la Chine », 13 mai 1975.
Jacques Decornoy, « Une ombrageuse volonté d'indépendance guide l'action du pouvoir révolutionnaire au Cambodge », 18 juillet 1975.
François Ponchaud, "Le Cambodge neuf mois après: 1- Un travail gigantesque", 17 février 1976

François Ponchaud, « Le Cambodge neuf mois après: 2- Un nouveau type d'hommes », 18 février 1976.

Yen Savannary, « Deux cents jours sous le règne des khmers rouges », 18-19 avril 1976. Tiev Chin Leng, « Un peuple maître de son destin », 18-19 avril 1976.

André Fontaine, « L'indignation collective », 29 avril 1976

NS, « "L'humanité" condamne les atteintes aux droits de l'homme », 6 septembre 1977.

NS, « Soixante mille réfugiés ont trouvé asile au Vietnam », Le Monde, 18 octobre 1977.

NS, « Près de deux cent mille cambodgiens se seraient réfugiés au Vietnam », 31 mars 1978.

Steinar Moe, « Des participants au colloque d'Oslo estiment que les Khmers rouges ont tué un demi-million de personnes », 25 avril 1978.

U.P.I « Seul survivant du massacre de soixante-dix sept villageois », Le Monde, 17 juin 1978.

R-P Paringaux, « La dynamique de la terreur – I : Une société disloquée », 21-22 décembre 1978

R-P Paringaux, « La dynamique de la terreur – II : Un immense chantier », 23 décembre 1978

R-P Paringaux « La dynamique de la terreur – III : La répression et l'évasion », 24-25 décembre 1978

L'Unité

Wilfred, Burchett, « La chute des "dominos" », 18 avril 1975.

NS, « Mésinformation style Figaro », 16 mai 1975.

François Mitterrand « Ma part de vérité », 16 avril 1976.

François Mitterrand « Ma part de vérité », 30 avril 1976.

François Mitterrand, « Ma part de vérité », 21 janvier 1977.

Roger Pic, « Vietnam ; un pays en chantier », 6 mai 1977

Eliane Girard, « le sacerdoce des médecins volants », 21 juillet 1977

NS, « Livres », 14 avril 1978.

Gabrielle Rolin, « L'art de marcher sur les oeufs », L'unité, 5 mai 1978

Antoine Violet, « Paix en Indochine », L'unité, 12 janvier 1979

Rouge

Pierre Rousseti, « Phnom Penh libérée, l'Indochine vaincra », 19 avril 1975.

NS, « Tous aux cotés des combattants indochinois », 2 mai 1975

Pierre Rousset, « Indochine vaincra », 2 mai 1975

NS, « Cambodge, vérité, mensonge et intoxication. L'information au service de l'anticommunisme », 16 mai 1975

NS « L'Indochine, et après ? », 23 mai 1975.

Pierre Rousset, « Le Kampuchea démocratique à l'heure du repli national », 18 mars 1977.

Pierre Rousset, « Cambodge : les retombées nationalistes d'un courant communiste », 22 avril 1977.

Pierre Rousset, « Intox et faux en tout genres », 22 avril 1977.

Bibliographie

Ouvrages de synthèse sur le Cambodge

- COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas (dir.), *Le livre noir du communisme*, Robert Laffont, Paris, 1997. (pp.631-694)
- DEBRE, François, *Cambodge, la révolution dans la forêt*, Flammarion, Janvier 1977, 261p.
- DERON, Francis, *Le procès des Khmers rouges : trente ans d'enquête sur le génocide Cambodgien*, Gallimard, 2009, 465p.
- BARRON John et PAUL Anthony, *Un peuple assassiné : l'histoire du génocide communiste au Cambodge*, Éditions DENOËL, Paris, 1977, 249p.
- CHANDLER David, *The tragedy of Cambodian history : Politics, War, and Revolution since 1945*, Yale University Press, 1991, 396p.
- CHANDLER David, *The S-21 Project, Online Encyclopedia of Mass Violence*, published on 3 February 2008, accessed 6 August 2011, URL : <http://www.massviolence.org/The-S-21-Project>, ISSN 1961-9898
- KIERNAN Ben, *Le génocide au Cambodge 1975-1979 - Race, idéologie et pouvoir*, Gallimard, Paris, 1998, 730p.
- LACOUTURE, Jean, *Survive le peuple cambodgien*, Editions du Seuil, Paris, 1978, 140p.
- LAVOIX Hélène, Cambodia from 1945, Online Encyclopedia of Mass Violence, [online], published on 9 March 2008, accessed 13 June 2011, URL : <http://www.massviolence.org/Cambodia-from-1945> , ISSN 1961-9898
- PONCHAUD, François, *Cambodge, année zéro*, Julliard, 1977, 250p.

Ouvrage sur les « génocides » et crimes de masse.

- LEMKIN, Raphaël, *Qu'est-ce qu'un génocide ?*, Éditions du Rocher, 2008, 315p.
- SEMELIN, Jacques, *Purifier et détruire : usages politiques des massacres et génocides*, Éditions du Seuil, 2005, 485p.

Témoignages et filmographie

- BIZOT, François, *Le Portail*, Éditions de La Table Ronde, Paris, 2000, 439p.
- PICQ, Laurence, *Au-delà du ciel : Une jeune française cinq ans chez les Khmers rouges*, Éditions Bernard Barrault, Paris, 1984, 211p.
- YATHAI Pin, *L'Utopie meurtrière -- Un rescapé du génocide cambodgien témoigne*, Robert Laffont, Paris, 1979, 413p.
- La Déchirure*, Roland Joffe, Royaume-Uni, 1984, drame historique 138 min.
- S-21, la machine de mort Khmère Rouge*, Rithy Panh, France et Cambodge, 2004, documentaire historique, 101 minutes.

Outils de travail en ligne.

- Site de l'Institut National de l' Audiovisuel : <http://ww.ina.fr>
- Encyclopédie électronique des violences de masse: <http://www.massviolence.org>

Ouvrages concernant la presse et le Cambodge.

- D'ALMEIDA, Fabrice et DELPORTE, Christian, *Histoire des médias en France : de la Grande Guerre à nos jours*, Flammarion, Paris, 2003, 434p.
- BAYARD, Pierre. 2010. « Du déni au dessillement. La presse française devant le génocide » Colloque international : Cambodge, le génocide effacé. (Paris, 9,10,11 décembre 2010) Saint Denis : Université Paris XIII.
- BENAICHE, Luc, « Portraits et représentations des Khmers rouges dans la presse écrite française (janvier 1975- janvier 1979) », sous la direction de Jean-Louis Margolin, 2007-2008, Université de Provence.
- DARDE, Jean-Noël, *Le ministère de la vérité : histoire d'un génocide dans le journal L'humanité*, Éditions du Seuil, Février 1984, 193p.
- DELPORTE Christian, MATARD Marie-Anne, ELYADA, Ouzi « Les médias : l'indicible et l'in-montrable », *Le Temps des médias*, automne 2005.
- MARGOLIN, Jean-Louis, « Révéler/cacher : images et non-images du génocide cambodgien », *Le Temps des Médias : Revue d'Histoire*, n°5, printemps 2005, pp.27-46.
- MARGOLIN, Jean- Louis, « Le Cambodge des Khmers rouges : de la logique de guerre totale au génocide » *Vingtième siècle, Revue d'histoire*, n°77, janvier-mars 2003, pp. 3-18
- MARTIN, Marc, *Médias et journalistes de la République*, Éditions Odile Jacob, 1997, Paris, 494p.
- ORY, Pascal, *L'Entre-deux-mai : histoire culturelle de la France, mai 1968-mai 1981*, Paris, Seuil, 1983, 288p.

ROUSSET, Pierre, « Retour sur le Cambodge des Khmers rouges : le " polpotisme ", ses " sources ", sa réalité et les questions qu'il nous pose », *Parti de Gauche*, 12 mai 2009, <http://www.gauchemip.org/spip.php?article10749>

SALLES, Jean-Paul, *La ligue communiste révolutionnaire. Instrument du grand soir ou lieu d'apprentissage?*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 424p.